

ПРИЛОЖЕНИЕ (Писмени отговори) - ANEXO (Respuestas escritas) - PŘÍLOHA (Písomné odpovědi) - BILAG (Skriftlige svar) - ANLAGE (Schriftliche Antworten) - LISA (Kirjalikud vastused) - ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ (Γραπτές απαντήσεις) - ANNEX (Written answers) - ANNEXE (Réponses écrites) - ALLEGATO (Risposte scritte) - PIELIKUMS (Rakstiskās atbildes) - PRIEDAS (Atsakymai raštu) - MELLÉKLET (Írásbeli válaszok) - ANNESS (Tweğiba bil-miktub) - BIJLAGE (Schriftelijke antwoorden) - ZAŁĄCZNIK (Odpowiedzi pisemne) - ANEXO (Respostas escritas) - ANEXĂ - PRÍLOHA (Písomné odpovede) - PRILOGA (Pisni odgovori) - LIITE (Kirjalliset vastaukset) - BILAGA (Skriftliga svar)

QUESTIONS AU CONSEIL

(La Présidence en exercice du Conseil de l'Union européenne est seule responsable de ces réponses)

QUESTIONS TO THE COUNCIL

(The Presidency-in-Office of the Council of the European Union bears sole responsibility for these answers)

Anfrage Nr. 1 von Bernd Posselt (H-0879/08)

Betrifft: Lage in Mazedonien

Im Kandidatenland Mazedonien sind nicht nur führende Repräsentanten der albanischen Nationalität, sondern alle ethnischen Minderheiten in die Regierungskoalition mit voller Mitsprache eingebunden. Außerdem treibt die Regierung den Reformprozess energisch voran. Was tut der Rat, um Mazedonien dafür positiv zu würdigen und zu unterstützen?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Dans ses conclusions du 19-20 juin 2008, "le Conseil européen fait observer que l'ancienne République yougoslave de Macédoine devrait pouvoir prendre de nouvelles mesures d'ici la fin de l'année afin de progresser sur la voie de son rapprochement avec l'UE, sous réserve que les conditions fixées dans les conclusions du Conseil européen de décembre 2005, les critères politiques de Copenhague et les priorités clés du Partenariat pour l'adhésion de février 2008 soient respectés. À cet égard, le Conseil européen prend note des conclusions du CAGRE du 16 juin 2008. Il est essentiel d'entretenir des relations de bon voisinage, y compris une solution négociée et mutuellement acceptable pour tous sur la question du nom."

Le cadre des relations entre l'Union européenne et l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine se définit essentiellement par le statut de pays candidat (conféré par le Conseil au mois de décembre 2005), l'accord de stabilisation et association (en vigueur depuis avril 2004) et la présence du Représentant spécial de l'Union européenne (depuis 2001). Depuis 2005 l'Ambassadeur Erwan Fouéré assure la double fonction de Représentant spécial de l'Union européenne et de Chef de la délégation de la Commission européenne à Skopje, ce qui facilite une communication étroite et de haut niveau avec le gouvernement, les partis politiques, la société civile et les autres parties prenantes. Par ailleurs, au printemps 2008 une "feuille de route" pour la libéralisation du régime des visas fixant des critères clairs et réalistes a été remise au gouvernement par la Commission. Le Conseil et la Commission suivront de près ce processus sur la base d'une évaluation des progrès réalisés.

Par ailleurs, et de façon générale, le Conseil tient à se féliciter de la bonne transposition dans le système législatif des réformes prévues par l'Accord-cadre d'Ohrid conclu le 1er août 2001.

Fråga nr 2 från Hélène Goudin (H-0881/08)

Angående: Fiskeavtalen och ambitionen att utrota fattigdomen

I kapitel 1 om allmänna bestämmelser om unionens yttre åtgärder, artikel 10a.2 d, i Lissabonfördraget står det att unionen ska utforma och föra en gemensam politik för att ”främja en hållbar ekonomisk, social och miljömässig utveckling i utvecklingsländerna med det primära syftet att utrota fattigdom.”

På vilket sätt anser rådet att EU:s nuvarande fiskeavtal med fattiga utvecklingsländer stämmer överens med ambitionen om att utrota fattigdom?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Comme vous le savez, la Communauté, à la suite des Conclusions du Conseil de juillet 2004, a graduellement mis en place un nouveau type d'accord de pêche bilatéral: l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche.

De tels accords sont, de l'avis du Conseil, un moyen significatif de contribuer à l'éradication de la pauvreté dans un contexte de développement durable.

Dans cette perspective, deux éléments de ces accords de partenariat méritent d'être soulignés: d'une part, que l'allocation des possibilités de pêche aux navires communautaires se base sur des avis scientifiques pour éviter une surexploitation des stocks, et d'autre part, qu'une partie de la contribution financière, dite "appui sectoriel", vise à développer le secteur de la pêche de l'Etat côtier partenaire.

La pauvreté ne se combat pas facilement et il faudra arriver à son éradication par de multiples moyens. L'appui sectoriel des accords de partenariat dans le secteur de la pêche n'est qu'un des moyens par lesquels la Communauté contribue au but essentiel d'éradiquer la pauvreté.

Fråga nr 3 från Nils Lundgren (H-0883/08)

Angående: Gemensamma konstitutionella traditioner

Forskare är överens om att Europas ekonomiska, sociala och kulturella framgångar har sitt ursprung i konkurrensen mellan relativt små, självständiga stater. Dessa stimulerades till att utveckla sinsemellan olika institutionella lösningar på lokal, regional och nationell nivå.

I avdelningen Allmänna bestämmelser, artikel 6, punkt 3, i förslaget till nytt fördrag står det att ”de grundläggande rättigheterna, såsom de garanteras i Europeiska konventionen om skydd för de mänskliga rättigheterna och de grundläggande friheterna, och såsom de följer av medlemsstaternas gemensamma konstitutionella traditioner, ska ingå i unionsrätten som allmänna principer.”

Anser rådet således att de 27 medlemsländerna har ”gemensamma konstitutionella traditioner”?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

L'attention de l'Honorable parlementaire est attirée sur le fait que la disposition qu'il cite dans sa question existe déjà dans l'actuel paragraphe 2 de l'article 6 du traité sur l'Union européenne, qui consacre le respect des droits fondamentaux par l'Union européenne, tels qu'ils sont garantis par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des

libertés fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, en tant que principes généraux du droit communautaire.

Les « traditions constitutionnelles communes aux États membres » est une notion reconnue et utilisée de très longue date par la Cour de justice des Communautés européennes, qui s'y réfère notamment en tant que source d'inspiration dans le contexte du respect des droits fondamentaux dans l'ordre juridique communautaire¹. Cette notion a été par ailleurs reconnue par les États membres dans la mesure où ils ont accepté de l'introduire dans le traité sur l'Union européenne.

Pregunta nº 4 formulada por Manuel Medina Ortega (H-0885/08):

Asunto: Regiones ultraperiféricas y política de gran vecindad

Teniendo en cuenta las consecuencias negativas que para los países en vías de desarrollo está produciendo la actual crisis financiera global, ¿no cree el Consejo que ha llegado el momento de activar las propuestas anteriores de la Comisión para el desarrollo de unas políticas de «gran vecindad» desde las regiones ultraperiféricas de la Unión Europea y dirigidas a fomentar el desarrollo de los países vecinos en África y el Caribe?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Depuis quelques années déjà, et pour s'adapter au monde globalisé qui est le nôtre, la coopération au développement de l'UE s'est progressivement placée dans une perspective d'intégration régionale. En effet, les pays d'une même région, qu'ils fassent partie du groupe des États ACP, des pays et territoires d'outre-mer (PTOM), ou des régions ultrapériphériques, partagent souvent les mêmes caractéristiques (atouts ou handicaps).

Dans ce contexte, la Commission a présenté en mai 2004 un rapport contenant une approche globale des particularités de la situation des régions ultrapériphériques (RUP), et visant à définir les mesures à mettre en œuvre pour leur développement en tenant compte de leurs besoins spécifiques². Le Conseil a examiné la communication de la Commission.

Puis, en septembre 2007, la Commission a présenté au Conseil et au Parlement européen notamment, un bilan de cette stratégie et les perspectives d'avenir³. Dans leur programme de dix-huit mois du Conseil⁴, les présidences française, tchèque et suédoise ont prévu de poursuivre les travaux sur la mise en œuvre intégrale de la stratégie pour les régions ultrapériphériques de 2004, sur la base de la communication de la Commission sur le bilan et les perspectives de cette stratégie. En mai dernier, une conférence interinstitutionnelle et partenariale s'est tenue à Bruxelles sur l'avenir de cette stratégie.

Le fruit de ces réflexions vient de se concrétiser dans une nouvelle Communication de la Commission⁵, du 17 octobre 2008: "Les régions ultrapériphériques : un atout pour l'Europe". Celle-ci préconise de valoriser les caractéristiques uniques des RUP et de les utiliser pour aider à faire face aux défis auxquels l'Europe et le monde sont confrontés, par exemple : le changement climatique, les flux migratoires, la gestion durable des ressources maritimes et des produits agricoles. Un chapitre est précisément consacré au renforcement de l'insertion régionale, et mentionne que les programmes de coopération territoriale 2007-2013 co-financés par le FEDER offrent des opportunités pour le développement du plan d'action pour le grand voisinage.

On n'oubliera pas non plus les dispositions spécifiques des Accords de partenariat économique (APE) négociés entre l'UE et les pays ACP, qui ambitionnent de parvenir à une plus grande intégration régionale de ces pays.

¹ Voir, entre autres, les arrêts du 17 décembre 1970, 11/70, *Internationale Handelsgesellschaft mbH / Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel* ; du 14 mai 1974, 4/73, *Nold* ; du 13 décembre 1979, 44/79, *Hauer* ; du 18 décembre 1997, C-309/96, *Annibaldi* ; du 27 juin 2006, C-540/03, *Parlement / Conseil* ; et du 3 septembre 2008, *Kadi / Conseil et Commission*, C-402/05 P et C-415/05 P.

² doc. 10166/04 + ADD 1 et 2.

³ doc. 14838/07 + ADD 1.

⁴ doc. 11249/08.

⁵ doc. 14620/08.

Ερώτηση αρ. 5 της κ. Μαρίας Παναγιωτοπούλου-Κασσιώτου (H-0888/08)

Θέμα: Συμμετοχή νέων σε σχεδιασμό και εκτέλεση εκπαιδευτικών προγραμμάτων

Πώς μπορεί να ενισχυθεί η πλήρης συμμετοχή των νέων στο σχεδιασμό και στην εκτέλεση των εκπαιδευτικών προγραμμάτων και πώς συνδυάζεται με την εκμάθηση της γλώσσας και του πολιτισμού της χώρας καταγωγής των μεταναστών;

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil s'est efforcé de faire participer les jeunes à la formulation et à la mise en œuvre des politiques nationales et européennes qui les concernent directement.

Dans sa résolution du 27 juin 2002⁶, relative au « cadre de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse », le Conseil a noté qu'il était extrêmement important que les politiques et les initiatives affectant les jeunes, tant au niveau national qu'europpéen, prennent en considération leurs besoins, situation, conditions de vie et attentes. À cette fin, une consultation régulière des jeunes à l'occasion de la formulation et de la mise en œuvre des politiques qui les concernent est apparue comme un élément central de la politique de la jeunesse à l'échelle tant nationale que de l'UE. Des instruments concrets ont donc été envisagés dans le cadre de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse en vue de faciliter une participation active des jeunes à la vie citoyenne ainsi qu'un dialogue régulier avec les jeunes.

Concrètement, dans la résolution susmentionnée, le Conseil a adopté quatre priorités thématiques pour la coopération au niveau de l'UE, au nombre desquelles figure une participation active des jeunes à la vie publique. Par conséquent, les États membres ont adopté des objectifs communs en matière de participation et d'information des jeunes et sont convenus de faire régulièrement rapport à la Commission sur la mise en œuvre de ces objectifs.

En outre, dans sa résolution du 15 novembre 2005⁷, concernant « la mise en œuvre du Pacte européen pour la jeunesse et la promotion de la citoyenneté active » le Conseil a invité les États membres et la Commission à instaurer, aux niveaux européen, national, régional et local, un dialogue structuré avec les jeunes et les organisations de jeunesse sur les mesures politiques qui les concernent. En conséquence, des espaces de dialogue et de débat structurés ont été créés à tous les niveaux, selon un calendrier déterminé en fonction du programme politique de l'UE.

Enfin, dans sa résolution du 12 décembre 2006⁸, sur « la réalisation des objectifs communs en matière de participation et d'information des jeunes visant à promouvoir leur citoyenneté européenne active », le Conseil a confirmé la pertinence et la validité des objectifs communs et les lignes d'action visant à encourager la participation des jeunes à la vie publique, en soulignant que ces objectifs demeuraient essentiels pour le développement de la citoyenneté active des jeunes, en particulier les jeunes moins favorisés.

À cet égard, il est suggéré que les États membres définissent plus clairement les obstacles à la participation de groupes donnés et des jeunes défavorisés et encouragent la mise en place de mesures et mécanismes qui permettent de surmonter ces obstacles, notamment en tenant compte de la diversité et des priorités de ces populations.

La résolution du Conseil du 22 mai 2008 relative à la participation des jeunes moins favorisés a notamment invité à la Commission et les États membres à veiller, en coopération avec les organisations de jeunesse, à ce que le dialogue structuré avec les jeunes moins favorisés soit ouvert à tous, à tous les niveaux, et adapter si nécessaire le format des rencontres

En 2008 également, le livre vert du 3 juillet « Migration et mobilité: enjeux et opportunités pour les systèmes éducatifs européens » et la communication du 18 septembre 2008 « Le multilinguisme: un atout pour l'Europe et un engagement commun » sont autant de texte qui ont permis à la Commission européenne de souligner l'importance la problématique de la langue des migrants.

La résolution du Conseil du 21 novembre 2008 relative à une stratégie européenne en faveur du multilinguisme a notamment invité les États membres et la Commission, dans le cadre de leurs compétences respectives et en totale conformité avec le principe de subsidiarité, à mettre en valeur et utiliser les compétences linguistiques des citoyens issus de l'immigration comme moyen de renforcer à la fois le dialogue interculturel et la compétitivité économique.

⁶ JO C 168 du 13.7.2002, p. 2.

⁷ JO C 292 du 24.11.2005, p. 5.

⁸ JO C 297 du 7.12.2006, p. 6.

A l'occasion de l'Année européenne du dialogue interculturel, la présidence du Conseil a souhaité mettre en avant à Marseille du 5 au 9 juillet les relations entretenues entre jeunesse, éducation et langues des migrants. Certains ateliers ont abouti à la conclusion de l'importance d'un partenariat entre pouvoirs publics et organisations de jeunes dans l'élaboration de textes législatifs concernant la jeunesse en matière d'éducation notamment et d'apprentissage des langues en particulier.

Dans la même perspective, le colloque « Nouvelles perspectives du dialogue interculturel en Europe » qui s'est tenu du 17 au 19 novembre 2008 à Paris a mis en valeur l'importance de l'éducation au dialogue interculturel et de son rôle en faveur de la cohésion sociale et de l'intégration des migrants.

En 2009, il sera procédé à une évaluation du cadre général de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse, qui offrira sans nul doute une excellente occasion d'examiner de quelle manière la participation des jeunes à la vie publique pourrait devenir encore plus efficace et significative.

Étant donné que la question spécifique de l'enseignement de la langue et de la culture du pays d'origine des migrants a une incidence directe sur la vie des jeunes, il va sans dire que les États membres ont été encouragés à entendre le point de vue des jeunes sur cette question. Néanmoins, celle-ci relève de la compétence nationale des États membres et doit donc être examinée au niveau national.

Question no 7 by Seán Ó Neachtain (H-0895/08)

Subject: Safeguarding the MDGs in the current financial turmoil

What is being done by the Council to protect developing countries against the global financial crisis and to ensure that pressing domestic economic concerns do not distract from the realisation of the Millennium Development Goals?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

A l'occasion de leur réunion informelle du 7 novembre 2008, les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'Union européenne ont souligné que la nécessaire réforme du système financier international devait s'inscrire dans l'ensemble des défis que l'Union européenne et ses Etats membres restent déterminés à relever, en particulier la sécurité alimentaire, le changement climatique et la lutte contre la pauvreté. Ils ont également souligné que l'Union européenne veillerait à ce que les pays en développement soient pleinement associés à ce processus.

Aussi l'Union européenne a-t-elle soutenu, lors de la Conférence internationale sur le financement de l'aide qui s'est tenue à Doha du 29 novembre au 2 décembre et a réuni plus de 90 Etats, le principe d'une conférence de haut niveau sur les crises financière et mondiale et leur impact sur le développement. Cette conférence, dont les modalités seront arrêtées par le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies d'ici mars 2009, abordera les questions d'architecture financière internationale. Elle devrait se tenir à l'automne prochain.

Sur la base des lignes directrices adoptées par le Conseil le 11 novembre 2008, l'Union européenne a réaffirmé, lors de cette même conférence, l'engagement qu'elle avait souscrit de consacrer 0,7% du RNB à l'aide au développement en 2015 et la nécessité de tenir compte des nouveaux défis financiers, économiques et environnementaux.

Parce que la crise financière actuelle est susceptible d'avoir un impact majeur sur la population et l'économie des pays en développement l'UE a appelé l'attention de tous les donateurs sur la situation et les besoins des plus pauvres et des plus vulnérables, dans la conviction que les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pourraient encore être atteints dans toutes les régions, y compris en Afrique, pour autant que l'ensemble des partenaires en matière de développement prennent immédiatement des mesures bien ciblées pour accélérer les progrès. La réalisation de l'ensemble des huit OMD relève d'une responsabilité commune: tous les partenaires devraient respecter les engagements qu'ils ont pris.

Forte de la déclaration approuvée par le Conseil le 11 novembre dernier, dans laquelle elle "s'engage à explorer avec ses partenaires toutes les voies nouvelles pour contribuer au financement d'un développement économique, social et environnemental durable, à promouvoir la mise en œuvre de mécanismes innovants pour mobiliser des ressources

additionnelles et à renforcer la cohérence des politiques", l'Union européenne a invité la communauté internationale à aller plus avant dans la mise en place des financements innovants afin d'assurer une aide au développement pérenne.

Question no 8 by Eoin Ryan (H-0897/08)

Subject: Supply of illegal drugs

What are the immediate plans of the Council to implement initiatives to reduce the supply and demand for illegal drugs within the territory of the EU?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Dans le cadre de la Stratégie antidrogue de l'UE (2005-2012)⁹ et étant donné l'échéance prochaine du premier des deux plans d'action visés dans cette stratégie (période 2005-2008¹⁰), le Conseil est en train d'examiner le deuxième nouveau plan d'action drogue de l'UE, proposé par la Commission¹¹ et, qui vise les priorités de l'Union dans le domaine de la lutte contre les drogues pour 2009 à 2012. Ce plan d'action constitue un instrument dynamique et se concentre sur les résultats concrets dans les domaines prioritaires spécifiques.

Ce deuxième plan d'action¹² fournit un cadre pour une approche complète, équilibrée et intégrée de la lutte contre la drogue, en abordant tous les liens qui interviennent dans la chaîne et, qui vont de la production des drogues à la question de la réintégration des toxicomanes. Ledit plan a comme objectif de réduire à la fois l'offre et la demande des drogues par plusieurs mesures spécifiques et prolonge le volet de la coopération internationale. Par rapport au plan 2005-2008, il est devenu plus concis et le nombre d'actions est plus ciblé.

C'est ainsi que du côté de l'offre, le plan a pour but de renforcer l'efficacité de la répression au niveau de l'Union afin de faire obstacle à la production et au trafic de drogue, en utilisant une approche fondée sur l'information et en exploitant pleinement les capacités d'Europol et d'autres structures existantes au niveau européen. Il comporte des orientations nouvelles substantielles, par exemple sur le développement alternatif dans les pays producteurs, sur le renforcement de la coopération judiciaire et policière, ou encore l'identification, la saisie et le partage des avoirs criminels.

L'une des nouveautés et une pierre angulaire du plan est l'élaboration d'une "Alliance européenne contre la drogue", qui vise à mobiliser la société civile et le secteur public en faveur d'une campagne de sensibilisation aux risques de la consommation de drogue.

Le Conseil rappelle aussi que, afin d'endiguer le flux des drogues des pays tiers dans l'UE et de se mettre d'accord sur une approche coordonnée, le Conseil tient des dialogues réguliers ou "ad hoc" sur cette question avec les pays producteurs et les pays le long des itinéraires de trafic, tels que les pays de l'Amérique Latine et Caraïbes, les pays andins, l'Afghanistan, la Russie ou les Balkans occidentaux.

En outre le Conseil, lors de sa réunion du 24 octobre, s'est occupé en particulier de l'Afrique occidentale comme nouvelle zone de transit de cocaïne en provenance d'Amérique Latine¹³.

La mise en oeuvre du plan d'action appartiendra aux États membres, la Commission, l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, Europol, Eurojust et le Conseil.

⁹ doc. 15047/08, non publié au J.O.

¹⁰ J.O. C 168 du 8.7.2005.

¹¹ COM(2008), 567.

¹² Le plan d'action 2009-2012 devrait être adopté lors du CAG-RELEX des 8-9/12/08

¹³ voir les conclusions, doc. 14667/08, p. 16.

Question no 9 by Brian Crowley (H-0899/08)

Subject: Conflict in Sudan

Will the Council actively assist the proposed Egyptian plan for dialogue to find a resolution to the conflict in Sudan?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil n'a pas connaissance que l'Égypte ait proposé un plan spécifique pour tenter de résoudre le conflit au Soudan. Sous l'égide du médiateur en chef UA/ONU, l'ancien ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, M. Djibril Bassolé, la relance du processus politique connaît un élan sans précédent. Ces efforts sont appuyés par la facilitation du Qatar, dont l'implication, aux côtés de M. Bassolé, est décisive. Les contacts se multiplient à Doha. La démarche du Qatar, coordonnée avec celle de l'UA et de l'ONU, est distincte des appels lancés par la Ligue Arabe en vue d'une suspension par le Conseil de sécurité de l'ONU des poursuites engagées par la CPI à l'encontre du Président soudanais.

Le Conseil apporte son soutien à la médiation de M. Bassolé et à la facilitation qatarienne. Il mène des consultations étroites avec ces deux acteurs, à travers la présidence et le Représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan. Les acteurs régionaux, en particulier l'Égypte, doivent prendre toute leur place dans ce processus.

Le Conseil appelle les autorités soudanaises et les mouvements rebelles à s'engager résolument dans la recherche d'un règlement politique de la crise du Darfour, notamment par la cessation des violences, seule à même de créer un environnement favorable au dialogue.

Question no 10 by Marian Harkin (H-0901/08)

Subject: Food labelling

Would the Council consider that the country of origin (where the animal is slaughtered) is the minimum identification needed for poultry products, in order to avoid distortion of competition and ensure fully informed consumer choice?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le règlement d'application du règlement portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole (règlement «OCM unique») au secteur de la volaille impose, dans le cas de la viande de volaille importée de pays tiers, l'indication sur l'emballage ou sur une étiquette d'une mention du pays d'origine. Ce règlement exige, en outre, l'indication sur les étiquettes d'autres informations qui complètent celles du pays d'origine (le prix, le numéro d'agrément de l'abattoir, etc.).

Pour ce qui est de la volaille commercialisée à l'intérieur de l'Union européenne, les dispositions de la directive 2000/13/CE sont d'application. Ces dispositions prévoient l'obligation d'indiquer sur l'étiquette des denrées alimentaires le lieu d'origine ou de provenance dans les cas où l'omission de cette mention serait susceptible d'induire le consommateur en erreur sur l'origine ou la provenance réelle de la denrée alimentaire.

Le Conseil est toutefois ouvert à considérer la possibilité d'une plus grande clarification des indications qui devront figurer sur les étiquettes des produits avicoles et, en particulier, à étudier la possibilité d'une uniformisation de l'indication du pays d'origine (régime identique pour les importations et pour le commerce intra-communautaire), pour autant que des propositions lui soient soumises par la Commission.

Question no 11 by Claude Moraes (H-0903/08)

Subject: Accession of Turkey to the EU

The Negotiating Framework for Turkish membership of the EU, agreed upon in 2005, states that 'the shared objective of the negotiations is accession'.

Could the Council confirm its commitment to the objective of Turkey's full membership of the EU, provided Turkey meets the obligations imposed on it under the Negotiating Framework?

The Commission reported last month that progress had been slow in some key areas of reform in Turkey. Nevertheless, does the Council have any plans to open any of the remaining acquis chapters in its accession negotiations with Turkey, or to unfreeze the previously opened chapters?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Dans les conclusions qu'il a adoptées le 8 décembre 2008, le Conseil rappelle que le consensus renouvelé concernant l'élargissement, approuvé par le Conseil européen des 15 et 16 décembre 2006, reste le fondement de la stratégie de l'UE pour l'élargissement. Ce consensus renouvelé repose sur la consolidation des engagements, sur une conditionnalité équitable et rigoureuse, sur une meilleure communication et sur la capacité à intégrer de nouveaux membres.

Dans ses conclusions, le Conseil rappelle également que le rythme des négociations continue à dépendre notamment des progrès réalisés par la Turquie pour remplir les conditions requises, y compris la satisfaction des critères d'ouverture et de clôture ainsi que des exigences définies dans le cadre de négociation, qui couvrent notamment la mise en œuvre du partenariat pour l'adhésion et le respect des obligations découlant de l'accord d'association ; Le Conseil rappelle enfin que les chapitres pour lesquels les préparatifs techniques sont achevés seront ouverts ou clos de manière provisoire, selon les procédures établies et conformément au cadre de négociation et sous réserve du Conseil du 11 décembre 2006. Dans ce contexte, le Conseil attend avec intérêt la Conférence intergouvernementale prévue avec la Turquie dans le courant du mois de décembre, au cours de laquelle de nouveaux progrès dans les négociations devraient être enregistrés. Pour mémoire, depuis le début des négociations avec la Turquie, huit chapitres ont été ouverts, et l'examen analytique de l'acquis (criblage) a été achevé pour vingt-deux chapitres.

En ce qui concerne les chapitres qui ne peuvent pas être ouverts conformément aux conclusions du Conseil du 11 Décembre 2006, le Conseil regrette que la Turquie n'ait pas encore satisfait à l'obligation qu'elle a de mettre en œuvre intégralement et de manière non discriminatoire le protocole additionnel à l'accord d'association et qu'elle n'ait pas non plus progressé sur la voie de la normalisation de ses relations avec la République de Chypre. Des progrès sont maintenant attendus de manière urgente.

En conclusion, je tiens à réaffirmer la volonté de la Présidence de ne ménager aucun effort pour ouvrir de nouveaux chapitres de négociation avec la Turquie lors de la conférence intergouvernementale qui aura lieu courant décembre.

Question no 12 by Gay Mitchell (H-0906/08)

Subject: Iceland

Iceland's Business Affairs Minister maintains that his country should reconsider applying for membership of the European Union and joining the common EU currency so as to help in future financial crises.

Can the Council please comment on how Iceland's application to the EU would be evaluated, and what stipulations would the Council put on its membership? Can the Council also shed some light on whether or not the EU would be willing to embrace Iceland after many years of the country remaining cold on membership of the Union?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil n'a pas examiné le sujet évoqué dans la question de l'Honorable Parlementaire étant donné que l'Islande n'a pas fait acte de candidature pour adhérer à l'Union européenne. Néanmoins, l'UE et l'Islande coopèrent déjà dans plusieurs domaines et notamment dans le cadre de l'Accord européen de libre échange.

En ce qui concerne la procédure d'adhésion à l'UE, l'article 49 du traité UE précise que "tout État européen qui respecte les principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1, peut demander à devenir membre de l'Union. Il adresse sa demande au Conseil, lequel se prononce à l'unanimité après avoir consulté la Commission et après avis conforme du Parlement européen qui se prononce à la majorité absolue des membres qui le composent.

Les conditions de l'admission et les adaptations que cette admission entraîne en ce qui concerne les traités sur lesquels est fondée l'Union, font l'objet d'un accord entre les États membres et l'État demandeur. Ledit accord est soumis à la ratification par tous les États contractants, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives".

En 1993, le Conseil européen a défini les critères dits "de Copenhague", aux termes desquels "l'adhésion requiert de la part du pays candidat qu'il ait des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection, l'existence d'une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union. L'adhésion présuppose la capacité du pays candidat à en assumer les obligations, et notamment à souscrire aux objectifs de l'union politique, économique et monétaire". En outre, le Conseil européen a précisé que "la capacité de l'Union à assimiler de nouveaux membres tout en maintenant l'élan de l'intégration européenne constitue également un élément important répondant à l'intérêt général aussi bien de l'Union que des pays candidats". En décembre 2006, il a rappelé que "la stratégie pour l'élargissement fondée sur la consolidation, la conditionnalité et la communication, conjuguées à la capacité de l'UE à intégrer de nouveaux membres, constitue la base d'un consensus renouvelé sur l'élargissement".

Dans le cas d'une demande d'adhésion émanant d'un État européen, le Conseil demande, le cas échéant, à la Commission européenne d'évaluer l'aptitude de l'État candidat à satisfaire aux conditions d'adhésion et en particulier à se conformer aux valeurs fondamentales de l'UE. C'est sur cette base que le Conseil, statuant à l'unanimité, décide, dans un premier temps, d'accorder le statut de candidat au pays concerné, puis, dans un deuxième temps, d'ouvrir officiellement les négociations, sous réserve que les conditions requises soient remplies.

Question no 13 by Jim Higgins (H-0908/08)

Subject: Democratic Republic of Congo

In June 2008, in a reply to a question to the Commission (E-1793/08) on the situation in the DRC, Commissioner Michel indicated that the peace process was progressing well. However, recent international news coverage has brought to the international community's attention that all is not well in the DRC and that the peace process has been shattered. Is the Council concerned that the EU is reacting later than it should be to these problems, which have developed over months rather than simply dropping out of thin air?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Monsieur Bernard Kouchner, en tant que représentant de la présidence du Conseil, s'est rendu en République démocratique du Congo (RDC) et notamment dans la ville de Goma le 31 octobre et le 1^{er} novembre. Le Conseil, le 10 novembre, a discuté de la situation en RDC et a ensuite adopté des nouvelles conclusions, dans lesquelles il a exprimé sa plus vive préoccupation face à l'accroissement des confrontations au Nord-Kivu, et à ses conséquences pour la population de l'Est de la République démocratique du Congo et pour toute la région. Devant l'urgence, l'Union européenne s'est mobilisée pour apporter une aide humanitaire aux populations victimes du conflit avec des contributions additionnelles de plus de 45 M€ (États membres et Commission). Par ailleurs, l'Union européenne a activement contribué, par une intense

activité diplomatique à la recherche d'une solution politique, qui seule peut permettre durablement le retour à la stabilité de la région. L'UE est déterminée à poursuivre ses efforts en ce sens, notamment dans le cadre de la Facilitation Internationale. Le Représentant Spécial de l'UE pour la région des Grands Lacs, l'ambassadeur M. van de Geer, est presque continuellement sur place et est très engagé au sein de la Facilitation Internationale. Il maintient à ce titre un lien très étroit avec l'envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, M. Obasanjo, ex-Président du Nigeria. Le Haut Représentant pour la PESC et la présidence du Conseil sont en contact très régulier avec le Secrétaire Général des Nations Unies afin d'assurer un soutien européen approprié aux efforts déployés par l'ONU en RDC.

Question no 14 by Mairead McGuinness (H-0910/08)

Subject: Driving licence tourism

Driving licence tourism and fraud remain real problems within the EU.

One prominent website boasts that it can obtain an EU driving licence using methods it admits to being 'sneaky, but not illegal'. It boldly claims a host of obstacles – like not having passed a test – to be 'No problem' to acquiring a licence.

Can the Council confirm if past discussions found agreement amongst Member States to work together to prevent driving licence fraud and tourism and if so, what specific plans are in place?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil voudrait appeler l'attention de l'Honorable Parlementaire sur la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire¹⁴, qui sera d'application à partir du 19 janvier 2013. Cette directive comporte des dispositions tant contre la falsification que contre la pratique dite du "tourisme du permis de conduire". En ce qui concerne la lutte contre la falsification, les articles 1^{er} et 3 ainsi que l'annexe I de ladite directive imposent le modèle unique de permis de conduire européen ayant la forme d'une carte plastique et font obligation aux États membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les risques de falsification des permis de conduire, y compris pour les modèles de permis délivrés avant l'entrée en vigueur de la directive précitée.

Afin de lutter contre le "tourisme du permis de conduire", l'article 7 instaure une validité administrative de 10 ans au maximum pour les permis de conduire (point 2. a)) et établit le principe d'une seule personne pour un seul permis de conduire (point 5. a)). Les États membres sont tenus non seulement de refuser de délivrer un permis s'ils constatent que la personne qui en fait la demande détient déjà un permis de conduire mais aussi de refuser de délivrer un permis ou de reconnaître la validité d'un permis à une personne dont le permis de conduire fait l'objet d'une restriction, d'une suspension ou d'un retrait dans un autre État membre (article 11, paragraphe 4). Afin de faciliter l'application de cette disposition, les États membres sont tenus d'utiliser le réseau des permis de conduire de l'Union européenne, qui contient les informations nécessaires concernant la délivrance, le remplacement, le renouvellement ou l'échange d'un permis de conduire.

Question no 15 by Avril Doyle (H-0912/08)

Subject: Biodiversity

Can the Council please give an update on the current state of play regarding the 2010 goal of halting the loss of biodiversity?

What efforts have been made under the French Presidency and what has been achieved thus far?

¹⁴ JO L 403 du 30.12.2006, p. 18.

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

En ce qui concerne l'objectif plus ambitieux de l'UE d'enrayer et de réduire la perte de biodiversité en 2010 sur son territoire¹⁵, les Etats membres et la Commission font de grands efforts afin de mettre en œuvre la multitude d'actions concrètes prévues dans le deuxième plan d'action de l'UE du 25 mai 2006¹⁶ sur la biodiversité, intitulé "Enrayer la diminution de la biodiversité à l'horizon 2010 et au-delà". Ce plan d'action vise entre autres à renforcer l'intégration de la biodiversité et des services écosystémiques dans les politiques horizontales et sectorielles de l'Union telles que les politiques agricole, sylvicole, de développement rural et de la pêche. C'est ainsi que, dans ses conclusions du 18 décembre 2006¹⁷, le Conseil avait demandé aux Etats membres et à la Commission de redoubler d'efforts pour achever la mise en place du réseau "Natura 2000" sur terre comme en mer et de garantir une gestion efficace et un financement adéquat de ce réseau, qui vise à assurer la biodiversité par la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages sur le territoire des Etats membres. La déforestation et la dégradation des forêts sont des facteurs importants de la diminution de la biodiversité. Le Conseil a récemment adopté, le 4 décembre, des conclusions sur la communication de la Commission : « Combattre la déforestation et la dégradation des forêts pour lutter contre le changement climatique et la diminution de la biodiversité ». Ces conclusions reprennent à leur compte l'objectif de réduction de 50% de la déforestation tropicale brute à l'horizon 2020 et un arrêt total en 2030. Dans ce contexte, le Conseil attend maintenant la présentation, par la Commission, de ses propositions sur le "paquet biodiversité", qui devrait inclure un rapport de mi-parcours sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan d'action précité.

La présidence française s'est engagée pleinement afin de mobiliser les positions et actions de l'ensemble de l'UE dans de multiples enceintes internationales de protection de la biodiversité, notamment dans le cadre de
-l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie dont la 4ème réunion des parties s'est tenue du 15 au 19 septembre 2008,
-la 10^{ème} Conférence des Parties à la Convention de Ramsar du 28 octobre au 4 novembre 2008,
-la réunion sur le mémorandum d'accord sur la conservation des oiseaux de proie,
-la réunion des parties à Convention sur la conservation des espèces migratrices qui s'est tenue début décembre 2008 à Rome.

L'UE s'est aussi engagée dans la réflexion sur l'élaboration d'un mécanisme international de fourniture de connaissances scientifiques objectives en matière de biodiversité et pour la définition des politiques en la matière, tel qu'établi lors de la Conférence intergouvernementale du Programme des Nations Unies pour l'Environnement sur la diversité biologique et les services des écosystèmes, qui s'est tenue à la mi-novembre 2008.

Enfin, en mai 2008 s'est tenue à Bonn la neuvième réunion des parties de la Convention sur la diversité biologique (CBD). Cette réunion a eu lieu dans un contexte d'urgence extrême de la lutte contre l'appauvrissement de la biodiversité au niveau mondial. Grâce à un engagement tout particulier de la part des Etats membres de l'UE et d'un grand nombre de partenaires, des fonds substantiels ont pu être mobilisés dans le cadre de l'initiative "LifeWeb" afin d'aider des pays riches en biodiversité, mais moins développés économiquement, à mieux protéger leur faune et leur flore ainsi que leurs écosystèmes.

Ερώτηση αρ. 16 του κ. Δημητρίου Παπαδημούλη (H-0916/08)

Θέμα: Επανασχεδιασμός του Συμφώνου Σταθερότητας

Είναι προφανές ότι η οικονομική κρίση έχει αναδείξει τις ανεπάρκειες του Συμφώνου Σταθερότητας, που συνδέονται όχι μόνο με τους περιορισμούς που θέτει αλλά και με την κατανομή των ρόλων των θεσμικών οργάνων (ρόλος Ευρωπαϊκής Κεντρικής Τράπεζας, ρόλος κυβερνήσεων – πολιτικής εξουσίας).

Θεωρεί το Συμβούλιο ότι χρειάζεται επανασχεδιασμός του Συμφώνου και ιδιαίτερα ως προς την κατανομή των ρόλων μεταξύ των θεσμικών οργάνων;

¹⁵ Formulé par le Conseil européen de Göteborg du 15 et 16 juin 2001, voir conclusions de la présidence doc. 200/1/01 REV 1 p. 718.

¹⁶ Communication de la Commission COM(2006) 216. Le premier plan a été établi dans la Communication de la Commission COM(2001) 162 du 27 mars 2001.

¹⁷ doc. 16164/06.

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

La crise financière représente naturellement un défi pour le Pacte de stabilité et de croissance révisé car elle conduit à éprouver les flexibilités introduites lors de la révision du Pacte en 2005. Comme vous le savez, cette révision avait précisément visé à l'adapter aux besoins économiques des Etats membres, en tenant compte des différences entre les situations économiques des Etats membres et des fluctuations économiques qui pourraient intervenir.

Dans ce contexte, la présidence estime que le Pacte n'a pas fait la preuve de quelque insuffisance.

Le Conseil, dans ses conclusions du 7 octobre 2008 sur une réponse coordonnée de l'UE au ralentissement économique, a réaffirmé que « le Pacte de stabilité et de croissance réformé de 2005 constitue le cadre approprié à cette fin et devrait être pleinement appliqué. Il prévoit la souplesse nécessaire pour que la politique budgétaire puisse exercer sa fonction stabilisatrice habituelle »¹⁸. Le 2 décembre, dans sa contribution au Conseil européen sur une réponse européenne coordonnée pour la croissance et l'emploi, le Conseil a précisé que, en complément à la politique monétaire et aux mesures déjà prises pour stabiliser le secteur financier, les politiques budgétaires devaient jouer un rôle important pour stabiliser l'économie, par le biais du plein jeu des stabilisateurs automatiques et aussi par des mesures budgétaires ou fiscales supplémentaires. Cette réponse coordonnée doit être en cohérence avec l'objectif de soutenabilité à long terme des finances publiques, et utiliser judicieusement les flexibilités offertes par le Pacte de stabilité et de croissance.

Question n° 17 de Josu Ortuondo Larrea (H-0920/08)

Objet: Initiatives mises en place en matière de respect et de protection des peuples et des identités nationales

La Présidence française de l'Union européenne se termine à la fin de cette année. Nous voudrions mettre l'accent, à cette occasion, sur une question essentielle pour le devenir de l'Europe en construction: celle du respect des peuples dans l'Europe en construction.

En effet, le Président Sarkozy l'a lui-même souligné lorsqu'il a déclaré, à l'occasion d'une allocution prononcée le 25 septembre 2007 devant l'Assemblée Générale de l'ONU: "Il n'y aura pas de paix dans le monde si la communauté internationale transige avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et avec les droits de l'homme (...). Il n'y aura pas de paix dans le monde sans le respect de la diversité, sans le respect des identités nationales (...). L'attachement à sa foi, à son identité, à sa langue, à sa culture, à une façon de vivre, de penser, de croire, c'est légitime et c'est profondément humain. Le nier, c'est nourrir l'humiliation".

Parmi elles, figurent un peuple, une identité, une langue considérées comme étant l'une des plus anciennes d'Europe, ceux d'Euskal Herria – le Pays Basque – dont l'existence est aujourd'hui totalement niée par l'Etat français.

A l'heure où se termine la Présidence française de l'Union européenne, nous demandons au Conseil quelles sont les lignes de conduite et les initiatives mises en place en matière de respect et de protection des peuples et des identités nationales qui existent en Europe et qui ne disposent pas d'un Etat propre.

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

L'Union n'a pas de compétence pour prendre des initiatives en matière de respect et protection des peuples et identités nationales. Une telle compétence relève des Etats Membres.

Ceci dit, l'attention de l'Honorable Parlementaire est attirée sur le fait que l'article 6 du Traité sur l'Union Européenne précise que l'Union respecte l'identité nationale de ses Etats membres.

¹⁸ v. doc 13927/08, p. 4.

Il est par ailleurs rappelé que les intérêts des collectivités régionales et locales sont pris en compte au niveau de l'Union Européenne par le Comité des régions, qui est consulté par le Conseil ou par la Commission dans les cas prévus aux traités.

S'agissant plus spécifiquement du respect de la diversité, notamment linguistique et culturelle, je réfère l'Honorable Parlementaire à la résolution sur une stratégie européenne en faveur du multilinguisme adoptée par le Conseil le 20 novembre dernier,¹⁹ dans laquelle il est affirmé que la diversité linguistique et culturelle est constitutive de l'identité européenne et que le multilinguisme revêt aussi une importance particulière pour favoriser la diversité culturelle. Je rappelle aussi les conclusions du Conseil du 21 mai dernier,²⁰ dans lesquelles une priorité est accordée à la promotion de la participation active de chaque citoyen à la vie culturelle et de son accès à la culture et au patrimoine dans toute leur diversité.

Vraag nr. 18 van Frank Vanhecke (H-0921/08)

Betreft: Betrekkingen tussen de EU en Jordanië

Het is bekend geraakt dat Jordanië een Deense cartoonist, tien Deense journalisten en het Nederlandse parlamentslid Geert Wilders wil vervolgen onder beschuldiging van "godslastering, minachting voor de islam en de gevoelens van moslims, en laster en smaad tegen de profeet Mohammed". Jordanië heeft zowaar Interpol gevraagd om de betrokkenen aan te houden en voor een Jordaanse rechtbank te brengen.

Na de ondertekening op 24 november 1997 trad de associatieovereenkomst tussen de EU en Jordanië in werking op 1 mei 2002. Artikel 2 van deze overeenkomst bepaalt dat eerbiediging van democratische beginselen en fundamentele mensenrechten een "wezenlijk onderdeel" van de overeenkomst is. "Aangepaste maatregelen" zijn mogelijk bij een schending van de overeenkomst.

Maken de boven vermelde daden een schending uit van de "wezenlijk onderdeel"-clausule van artikel 2? Zo ja, welke stappen zal de Raad ondernemen in het kader van deze overeenkomst?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil est au courant des informations diffusées par les médias selon lesquelles le procureur général de Jordanie, M. Hassan Abdullat, a engagé, le 21 avril 2008, des poursuites contre onze ressortissants danois et un ressortissant néerlandais, les accusant d'avoir blasphémé et menacé la paix nationale.

La liberté d'expression constitue un droit fondamental pour tous les Etats membres de l'Union Européenne. Comme le sait l'Honorable Parlementaire, et conformément aux textes internationaux, cette liberté comprend cependant des devoirs et des responsabilités particulières. Cela veut dire que des limites à la liberté d'expression peuvent être autorisées par la loi, sous certaines conditions, et que des sanctions peuvent être prévues si ces limites sont franchies.

Il revient donc à chaque société de définir quelles sont les limites acceptables à la liberté d'expression, dans le respect des normes internationales relatives aux droits de l'Homme. Les pays membres de l'Union Européenne, par la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme, reconnaissent en effet que la liberté d'expression peut être soumise « à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à plusieurs éléments », notamment « à la protection de la réputation ou des droits d'autrui ». D'autres pays ont une approche encore plus restrictive en développant des codes de la presse interdisant plusieurs comportements, notamment le dénigrement des religions ou de leurs symboles.

Toute la question est, donc, de savoir si l'interdiction du dénigrement des religions ou de leurs symboles est conforme aux droits de l'Homme universels. Les Etats Membres de l'UE ne le pensent pas : pour nous, les droits de l'Homme n'ont pas vocation à protéger les religions ou les symboles mais bien les femmes et les hommes, partout dans le monde. Nous nous en tenons à la lettre des dispositions du droit international relatif aux droits de l'Homme.

¹⁹ Doc. 15368/08, pp 19 - 24.

²⁰ Conclusions du Conseil sur les compétences interculturelles, Doc. 9849/08 pp 14 - 18.

Pour autant, le dénigrement des religions est perçu dans certains pays comme un acte d'intolérance qui porte atteinte, certes, à la foi mais aussi, par ricochet, aux adeptes de la foi eux-mêmes. De plus, et comme dans le cas d'espèce, le dénigrement des religions peut provoquer des troubles à l'ordre public. Or, la sauvegarde de l'ordre public figure bien au titre des limites acceptées à la liberté d'expression par les normes internationales.

Vous l'aurez compris, le débat est vif sur les limites à l'exercice de la liberté d'expression où les droits de l'Homme sont invoqués à la fois pour garantir cette liberté et pour la limiter davantage. Je peux vous l'assurer, les pays membres de l'UE déploient de nombreux efforts pour maintenir le dialogue avec tous sur cette importante question dans les enceintes internationales mais aussi à l'occasion des dialogues droits de l'Homme que l'UE entretient avec les pays tiers, en faisant valoir sa position. Cette approche est la plus efficace pour faire connaître les points de vue de l'UE, la dimension culturelle de ce débat étant particulièrement sensible pour tous.

Le Conseil considère que cette question revêt une importance capitale; par conséquent, il continuera à encourager "activement le dialogue, ainsi que la compréhension, la tolérance et le respect mutuels en application des droits de l'Homme, par le biais de tous les mécanismes existants, notamment ceux prévus dans les accords entre l'UE et la Jordanie. À cet égard, l'UE a de nouveau rappelé aux autorités jordaniennes notre attachement au respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques fondamentaux, lors de la dernière session du Conseil d'association UE-Jordanie du 10 novembre 2008.

Le Conseil continuera bien entendu à suivre de près la situation.

Question no 19 by Justas Vincas Paleckis (H-0931/08)

Subject: Capping oil taxes

Now that prices for oil have subsided, the time is ripe to reconsider earlier proposals by the French Presidency on capping oil taxes across the EU and/or using part of national revenues from value added tax on oil products to create a fund helping those affected. Encouragement of Member States to build up reserves of oil, as proposed by Commission in its Second Strategic Energy Review, follows in the same footsteps as the Presidency. Will this package of valuable proposals for our citizens be lost or reinforced before the Czech Republic takes over the baton?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

À l'heure actuelle, le Conseil n'a pas reçu de proposition de la Commission ayant comme objectif d'introduire un plafond aux taxes sur le pétrole ou concernant la création d'un fond d'aide pour le consommateur.

Le Conseil considère que les stocks de pétrole font partie des moyens qui pourraient contribuer à la fois à une maîtrise des prix de l'énergie et à la sécurité énergétique. L'Honorable Parlementaire n'est pas sans savoir que dès 1968, le Conseil a mis en place un régime obligatoire de constitution de stocks pétroliers d'urgence, par l'adoption de la directive (68/414/CEE) sur les stocks pétroliers (codifiée et abrogée par la directive 2006/67/CE²¹). Le mécanisme de coordination qui y est prévu fonctionne bien en cas de perturbations mineures, notamment en réponse aux actions communes coordonnées par l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Le Conseil se félicite par ailleurs que la Commission lui ait récemment soumis la deuxième analyse stratégique de la politique énergétique²² qui comporte entre autre une proposition de révision de la directive sur les stocks pétroliers, visant notamment à renforcer la cohérence avec le régime de l'AIE et à accroître la fiabilité et la transparence des stocks pétroliers par une publication hebdomadaire du niveau des stocks. Ceci est en ligne avec les conclusions du Conseil européen de mars 2007 qui avait, dans son plan d'action "Une politique énergétique pour l'Europe"²³, souligné l'importance d'une amélioration de la transparence des données sur les produits pétroliers et un réexamen des infrastructures d'approvisionnement en pétrole et des mécanismes de stockage du pétrole de l'UE, en vue de compléter le mécanisme de crise prévu par l'AIE, particulièrement en ce qui concerne la disponibilité en cas de crise. Le Conseil s'attend à une collaboration fructueuse avec le Parlement européen afin de pouvoir avancer vite sur ce dossier important.

²¹ Directive 2006/67/CE du Conseil faisant obligation aux Etats membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (JO L 217 du 8.8.2006.)

²² Doc. 15944/08.

²³ Conclusions du Conseil européen des 8 et 9 mars 2007, doc. 7224/1/07 REV 1, Annexe, pp. 16-23.

En ce qui concerne d'une façon plus générale la deuxième analyse stratégique de la politique énergétique, le Conseil en a débattu lors de sa réunion du 8 décembre, notamment sous l'angle de la sécurité énergétique, et continuera les travaux le semestre prochain.

Question no 20 by Jacek Protasiewicz (H-0936/08)

Subject: Progress in the negotiations with the Belarusian authorities in the context of possible abuse of the criminal code against political and civil activity

Having in mind the declaration by Mr Aleksandr Lukashenka in the interview for the *Wall Street Journal* that he is ready to free all political prisoners;

In view of the fact that Mr Alyksandr Barazanka is being held in custody pending his trial for the January demonstration, despite his voluntary appearance at the Minsk city police department on 27 October for questioning, and is not allowed to face the charges without being kept in custody, which would be a common practice in democratic countries;

Following similar cases, as well as the sentences of restricted freedom imposed on the other opposition activists in Belarus;

Is the Council aware of this situation? Has the Council already called on the Belarusian authorities for an immediate release of Mr Barazanka and a review of similar cases? If not will the Council make this issue one of the subjects of its negotiations with the representatives of the Belarusian Government?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil a été informé de la situation de M. Barazanka. La Présidence a d'ores et déjà soulevé cette question avec les autorités biélorusses le 24 novembre dernier. Le Conseil continuera à demander la libération de l'intéressé dans le cadre des ses contacts avec les responsables biélorusses.

La détention de personnes pour des motifs politiques est systématiquement condamnée par le Conseil. Les conclusions du Conseil du 13 octobre dernier stipulent en outre que la poursuite du réengagement progressif de l'Union européenne à l'égard de la Biélorussie est conditionné par les progrès du régime dans les domaines de la démocratisation, du respect des droits de l'Homme, des libertés fondamentales et de l'Etat de droit.

Question no 21 by Catherine Stihler (H-0940/08)

Subject: Rheumatic diseases

In light of the successful written declaration (P6_TA(2008)0262) on rheumatic diseases can the Council update Parliament on actions taken to help those suffering from rheumatic diseases across the EU?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil a bien pris note de la déclaration écrite sur les maladies rhumatismales que le Parlement européen a fait le 5 juin 2008.

Dans le contexte d'une société vieillissante et étant donné que la majorité des personnes de plus de 70 ans présentent des symptômes rhumatismaux chroniques ou récurrents le programme de dix-huit mois pour les présidences française, tchèque

et suédoise souligne le soutien pour toutes les initiatives visant à créer un environnement sociétal dans lequel les personnes âgées sont traitées avec respect et dignité. Celles-ci devraient pouvoir mener une vie saine, active et indépendante en jouant un rôle dans la société et avoir une meilleure qualité de vie. Lorsqu'elles ont besoin de soins, il convient qu'elles reçoivent des soins de grande qualité, dans la dignité. Des mesures de prévention dans le domaine de la santé sont essentielles pour préserver la santé des citoyens et éviter d'accroître plus tard les dépenses en matière de soins de santé.

L'action de la Communauté dans le domaine de la santé publique doit respecter pleinement les responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture de services de santé et de soins médicaux. Le Conseil a déjà adopté des conclusions sur l'obésité, la nutrition et l'activité physique qui sont des aspects très importants pour la prévention des maladies rhumatismales.

Dans les conclusions du Conseil du 10 juin 2008, un mécanisme de coopération entre le Conseil et la Commission pour la mise en œuvre de la stratégie de l'UE en matière de santé a été établi. Le premier domaine d'activité qui a été choisi est la promotion d'une culture de la qualité dans les services de santé qui bénéficiera aussi aux personnes qui présentent des troubles musculo-squelettiques et qui ont besoin de traitements médicaux.

Concernant l'élaboration d'une stratégie communautaire de lutte contre les maladies rhumatismales ou d'une stratégie visant à améliorer l'accès à l'information et aux traitements médicaux pour ces maladies ou d'une recommandation du Conseil sur le diagnostic précoce et le traitement de ces pathologies, le Conseil n'a pas été saisi d'aucune initiative de la part de la Commission sur ces sujets.

Ερώτηση αρ. 22 του κ. Γεωργίου Τούσσα (H-0945/08)

Θέμα: Απαράδεκτο εμπάργκο της Τουρκίας σε βάρος της Κυπριακής Δημοκρατίας

Η τουρκική κυβέρνηση συνεχίζει προκλητικά να απαγορεύει την προσέγγιση στον εναέριο χώρο της, την προσγείωση και τον ελλιμενισμό σε τουρκικά αεροδρόμια και λιμένες πλοίων και αεροσκαφών κυπριακού νηολογίου, αλλά ακόμη και όσων προηγουμένως είχαν προσεγγίσει λιμένες ή αερολιμένες της Κυπριακής Δημοκρατίας. Η απόφαση του Συμβουλίου για πάγωμα των σχετικών κεφαλαίων των ενταξιακών διαπραγματεύσεων με την Τουρκία αποδείχθηκε μέχρι στιγμής ανεπαρκής, αφού η προκλητική συμπεριφορά των τουρκικών αρχών εξακολουθεί, χωρίς καμία μεταβολή της στάσης τους, γεγονός που διαπιστώθηκε και από την αντιπροσωπεία της Επιτροπής Μεταφορών του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου, κατά την επίσκεψή της στην Κύπρο. Το απαράδεκτο αυτό εμπάργκο της Τουρκίας αποτελεί κατάφωρη παραβίαση των αρχών του διεθνούς δικαίου και συνιστά ακόμη πιο βάνανση πρόκληση εάν αναλογιστεί κανείς ότι η Τουρκία εξακολουθεί να κατέχει στρατιωτικά το μισό έδαφος της Κυπριακής Δημοκρατίας.

Σε τι ενέργειες προτίθεται να προβεί το Συμβούλιο προκειμένου να σεβαστεί η Τουρκία τις διεθνείς υποχρεώσεις της και το διεθνές δίκαιο και να άρει το απαράδεκτο αυτό εμπάργκο σε βάρος της Κυπριακής Δημοκρατίας;

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

La position de l'UE sur la question du protocole additionnel à l'accord d'association est claire. La mise en œuvre intégrale et non-discriminatoire du protocole est une obligation contractuelle de la Turquie et elle doit être impérativement respectée. Cette position, qui figure dans le cadre des négociations et dans le Partenariat pour l'adhésion révisé adoptés par le Conseil, ainsi que dans la déclaration de la Communauté européenne et de ses États membres du 21 septembre 2005, a été rappelée à plusieurs reprises, à la Turquie notamment dans le cadre du dialogue politique qu'a l'UE avec les autorités turques.

Rappelant ses conclusions du 10 décembre 2007, le Conseil a, dans ses conclusions sur l'élargissement du 8 décembre 2008, regretté que la Turquie n'ait pas encore satisfait à l'obligation qu'elle a de mettre en œuvre de manière intégrale et non-discriminatoire, le protocole additionnel à l'accord d'association et qu'elle n'ait pas non plus progressé sur la voie de la normalisation de ses relations avec la République de Chypre.

Ainsi, et conformément à ses conclusions du 11 décembre 2006, le Conseil a rappelé qu'il continuera de suivre et d'examiner de près les progrès réalisés sur les questions couvertes par la déclaration de la Communauté européenne et de ses États membres du 21 septembre 2005.

Enfin, le Conseil a indiqué que des progrès sont maintenant attendus de manière urgente.

Question n° 23 de Jean-Pierre Audy (H-0946/08)

Objet: Sentiment du Conseil sur le rapport annuel de la Cour des comptes européenne sur l'exécution du budget pour 2007

Dans son rapport annuel sur l'exécution du budget pour 2007, la Cour des comptes européenne observe de nombreuses erreurs provenant de la gestion partagée avec les États membres dans les domaines suivants: agriculture, cohésion, recherche, énergie, transports, aide extérieure, développement, élargissement, éducation et citoyenneté. C'est pourquoi il est demandé au Conseil, autorité budgétaire et politique devant présenter un avis dans le cadre de la procédure de décharge, de donner son avis sur la persistance de taux d'erreur significatifs dans la gestion partagée des domaines précités, ainsi que sur l'absence de déclaration nationale de la part de nombreux États membres. Le soussigné aimerait, également, connaître l'avis du Conseil sur la relation qui, selon la Cour, existerait entre la complexité des règlements et les erreurs constatées ainsi que sur l'utilité qu'il y aurait à avoir davantage de simplification dans les règlements européens dont l'application est souvent complexifiée par des réglementations nationales supplémentaires.

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Président de la Cour des Comptes, M. Vítor Caldeira, a présenté au Conseil (Ecofin) du 2 décembre, le rapport annuel de la Cour sur l'exécution du budget de l'UE pour l'exercice 2007.

Ce rapport doit encore être examiné dans les enceintes compétentes du Conseil, en vue de l'élaboration d'une recommandation au Parlement européen sur la décharge à donner à la Commission pour l'exécution du budget pour l'exercice 2007. Le Conseil devrait adopter cette recommandation lors de sa session du 10 février prochain.

D'ores et déjà Je voudrais rappeler que le Conseil attache la plus grande importance à la bonne gestion financière des fonds communautaires. Dans ce contexte le rapport annuel de la Cour des Comptes est, à cet effet, un outil très important.

Le Conseil a pris bonne note de toutes les préoccupations exprimées par l'Honorable parlementaire et ne manquera pas de les considérer lors de sa préparation de sa recommandation concernant la décharge à donner à la Commission pour l'exécution du budget pour l'exercice 2007.

Dans ce contexte, je voudrais confirmer que la recommandation du Conseil sera présentée par le Président du Conseil au Parlement européen lors de la réunion de la Commission du Contrôle budgétaire du mois de février 2009 et qu'un échange de vues approfondi sur les différents points soulevés pourra très certainement avoir lieu à cette occasion.

Ερώτηση αρ. 25 του κ. Κωνσταντίνου Δρούτσα (H-0949/08)

Θέμα: Συνεχίζονται τα εγκλήματα του Ισραήλ κατά των Παλαιστινίων

Το Ισραήλ κατέστρεψε στις 5 Νοεμβρίου πέντε παλαιστινιακές κατοικίες στην ανατολική Ιερουσαλήμ, επειδή κατά τις ισραηλινές αρχές είχαν ανεγερθεί χωρίς άδεια. Όπως καταγγέλλει η ισραηλινή οργάνωση για τα ανθρώπινα δικαιώματα B'Tselem, από το 2004 οι ισραηλινές αρχές έχουν καταστρέψει 350 σπίτια Παλαιστινίων στην ανατολική Ιερουσαλήμ.

Ταυτόχρονα, συνεχίζεται το εγκληματικό ισραηλινό εμπάργκο σε βάρος του παλαιστινιακού λαού, οι δολοφονίες και παράνομες συλλήψεις χιλιάδων Παλαιστινίων, μεταξύ των οποίων παιδιά, καθώς, σύμφωνα με τα στοιχεία, κατά μέσο όρο 700 παιδιά το χρόνο συλλαμβάνονται από τις ισραηλινές κατοχικές δυνάμεις.

Οι ενέργειες αυτές των ισραηλινών κατοχικών δυνάμεων πλήττουν βάνανυσα τα στοιχειώδη δικαιώματα των Παλαιστινίων και παραβιάζουν κατάφορα το Διεθνές Δίκαιο.

Καταδικάζει το Συμβούλιο τις εγκληματικές ενέργειες του ισραηλινού στρατού κατοχής που γίνονται σε βάρος του παλαιστινιακού λαού;

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Les différentes préoccupations soulevées par l'Honorable Membre du Parlement Européen sont partagées par le Conseil.

Le Conseil rappelle qu'il a réitéré son soutien aux principes du processus de paix israélo-palestinien, relancé lors de la Conférence d'Annapolis, dans les conclusions du CAGRE du 8 décembre 2008. Il a appelé à cette occasion les parties à respecter les engagements souscrits au titre de la feuille de route et à mettre en œuvre des changements significatifs sur le terrain en vue de favoriser la paix dans la région.

Le Conseil considère que la poursuite de la colonisation constitue l'un des principaux obstacles à la paix et porte atteinte à la viabilité du futur Etat palestinien. Il demande aux autorités israéliennes de se conformer au droit international et de mettre fin aux activités de colonisation, y compris celles liées à la « croissance naturelle », y compris à Jérusalem-Est. Le Conseil a déploré le 10 novembre dernier les destructions des habitations palestiniennes à Jérusalem-Est. Cette position a été portée à la connaissance des autorités israéliennes, à différents niveaux. La Présidence du Conseil de l'Union européenne a salué le 5 décembre dernier la décision du gouvernement israélien de faire évacuer une maison palestinienne occupée de force par des colons israéliens. Le Conseil appelle Israël à accomplir d'autres gestes de nature à renforcer le processus diplomatique en cours.

Le Conseil déplore les restrictions à la liberté de circulation et de mouvement imposées par Israël en Cisjordanie et à Gaza. La Présidence du Conseil de l'Union européenne a dénoncé le 14 novembre dernier le blocus de Gaza, qui est illégal au regard du droit international, et a demandé aux autorités israéliennes la réouverture immédiate des points de passage vers le territoire en vue de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. Parallèlement, le Conseil appelle à la cessation immédiate des tirs de roquettes contre Israël depuis la bande de Gaza.

Enfin, le Conseil rappelle que l'Union européenne attache la plus haute importance au respect des droits de l'Homme dans les Territoires palestiniens. La libération des prisonniers palestiniens détenus en Israël constitue une étape indispensable sur la voie de la restauration d'un climat de confiance mutuelle indispensable à la progression des négociations de paix. Le Conseil appelle les autorités israéliennes à libérer un plus grand nombre de détenus palestiniens.

La question des prisonniers et celle des violences anti-palestiniennes commises par les colons figurent parmi les sujets évoqués au sein des dialogues politiques entre l'UE et Israël. La création de sous-comités sur les droits de l'Homme entre l'UE et Israël d'une part et l'UE et l'Autorité palestinienne d'autre part, témoignent de l'intérêt porté par l'Union aux droits de l'Homme dans la région.

Anfrage Nr. 26 von Hans-Peter Martin (H-0956/08)

Betrifft: Vorbereitungsgremien und COREPER

Dürfen bei den Treffen der Vorbereitungsgremien des Rates und bei den Treffen des COREPER auch Vertreter der Industrie oder der Wirtschaft teilnehmen?

Wenn ja, welche Vertreter der Industrie und der Wirtschaft nehmen an diesen Treffen teil und wie häufig?

Wenn nein, welche institutionellen Möglichkeiten gibt es sonst für die Vertreter der Industrie und der Wirtschaft, sich mit den Beamten der Vorbereitungsgremien, den Beamten des COREPER und den restlichen Beamten des Rates zu treffen? Wo und wie häufig finden diese Treffen statt?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Conformément à l'article 203 du TCE, seuls les représentants des gouvernements des Etats membres peuvent participer aux réunions du Conseil. La Commission, du fait du rôle qui lui est attribué par les traités, y assiste également. Enfin, dans certains cas particuliers les traités prévoient la présence de représentants d'autres instances, telles que la Banque centrale européenne. Cette règle s'applique mutatis mutandis aux réunions de toutes les instances préparatoires du Conseil, et notamment le COREPER. Il en découle que des représentants de l'industrie ou de l'économie ne peuvent donc pas participer à ces réunions.

Des contacts peuvent avoir lieu avec les partenaires sociaux, y au compris au plus haut niveau, comme lors du sommet social tripartite dont la dernière réunion s'est tenue le 15 octobre 2008 ou lors du Dialogue Macroéconomique qui se réunit deux fois par an et auquel participent la présidence du Conseil, les présidents d'associations patronales et syndicales européennes ainsi que le président de la Banque Centrale Européenne et deux Commissaires. Par ailleurs, les membres du Comité de l'emploi et ceux du Comité de protection sociale rencontrent régulièrement des représentants des partenaires sociaux. On peut aussi mentionner la tenue régulière de réunions entre la présidence, les partenaires sociaux et les ONG membres de la "plateforme sociale", afin de discuter informellement des questions à l'ordre du jour du Conseil Emploi et Politique sociale.

Par ailleurs, des contacts sont également loïsibles, mais dans un cadre informel, avec des représentants de l'industrie et de l'économie.

Question n° 27 de Catherine Guy-Quint (H-0958/08)

Objet: Enrayer le déclin de la filière ovine et caprine en Europe

La filière ovine a été malmenée au cours des 10 dernières années, au gré des crises successives qui ont touché le secteur des ruminants. Il suffit de citer deux chiffres: le cheptel des petits ruminants enregistré, sur la période 2000-2006 une baisse des effectifs de 7,6% dans l'ensemble de l'UE. Si rien n'est fait, la production ovine et caprine pourrait baisser de plus de 25% d'ici à 2015. J'ai donc décidé de déposer deux amendements au budget général 2009 sur les lignes concernant les primes aux ovins et caprins ainsi que les primes supplémentaires pour les producteurs de viandes ovine et caprine situés dans les zones défavorisées ou de montagne (respectivement plus 20 et 15 millions d'euros). Le Conseil, à l'issue de son vote en deuxième lecture sur le projet de budget 2009, a décidé de rejeter ma proposition. J'aimerais que le Conseil s'exprime publiquement sur les raisons de ce refus, à l'heure où l'on est capable de rediscuter toutes les règles (TVA, pacte de stabilité, révision des PF...) pour sauver les banques....

Question n° 30 de Michel Teychenné (H-0963/08)

Objet: Budget: aide aux secteurs ovin et caprin

L'élevage ovin et caprin connaît une crise sans précédent, accentuée par l'épizootie de la fièvre catarrhale. Pourtant, cet élevage participe fortement à l'aménagement du territoire, notamment dans les zones les plus difficiles. C'est pourquoi le Parlement européen a voté en première lecture, lors de la séance plénière d'octobre, deux amendements de Mme Catherine Guy-Quint au budget général 2009, qui ajoutent au total trente-cinq millions d'euros d'aide au secteur. En dépit de l'urgence de la situation et de la demande du Parlement européen, les ministres ont rejeté ces amendements lors de la conciliation du vendredi 21 novembre 2008. M. Barnier annonce la mise en place d'un plan de sauvetage de l'agriculture en France. N'y-a-t-il pas une contradiction à ne rien obtenir au niveau européen? Autrement dit, quand est-ce que les actes suivront les paroles?

Réponse commune

Je souhaite avant tout souligner l'importance que le Conseil attache au secteur de l'agriculture, si essentiel pour l'économie européenne, et en particulier aux aides directes aux agriculteurs, notamment de la filière ovine et caprine.

Dans ce contexte, je souligne que lors des réunions du Conseil des 29 et 30 septembre et des 27 et 28 octobre, la Présidence ainsi que de nombreux membres du Conseil ont attiré l'attention du Conseil et de la Commission sur la politique à suivre en matière de fièvre catarrhale et en particulier en matière de stratégie de vaccination.

Lors de sa deuxième lecture du projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2009, le Conseil a considéré qu'en ce qui concerne la "Conservation et gestion des ressources naturelles" (rubrique 2 du cadre financier), les estimations faites par la Commission dans son avant-projet de budget et modifiées par les lettres rectificatives n°1/2009 et n° 2/2009 répondaient de manière appropriée aux besoins, compte tenu de la situation du marché sur la période concernée.

Néanmoins, je ne peux que réitérer l'assurance que le Conseil ne manquera pas d'examiner avec la plus grande attention toute proposition que la Commission pourrait faire en la matière.

Pergunta nº 28 do Pedro Guerreiro (H-0959/08)

Assunto: A defesa da produção e do emprego no sector do têxtil e do vestuário em diferentes países que integram a União Europeia

Na sequência da sua resposta à pergunta H-0865/08²⁴ sobre a (eventual) expiração a 31 de Dezembro de 2008 do sistema comum de vigilância relativamente às exportações de certas categorias de produtos têxteis e de vestuário da China para diferentes países da União Europeia, e tendo em conta o crescente número de empresas que encerram ou deslocalizam a sua produção - nomeadamente em Portugal -, deixando um rasto de desemprego e de dramáticas situações sociais, pergunto: Algum Estado-Membro propôs ou solicitou à Comissão Europeia a prorrogação do mecanismo de dupla vigilância para além de 31 de Dezembro de 2008 ou a adopção de outras medidas neste quadro? Se sim, quais os Estados-Membros e que medidas propuseram, actualmente, cada um deles? Algum Estado-Membro se opôs à sua adopção? Em caso afirmativo, quais os Estados-Membros, e que argumentos foram invocados por cada um deles?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil n'a pas été saisi d'une proposition de la Commission en la matière et en conséquence n'a pas discuté de cette matière. Au demeurant, les réponses données aux questions H-0781/08 et H-0865/08 restent valables dans leur intégralité, et ceci vaut particulièrement pour les travaux menés au niveau de l'instance préparatoire compétente du Conseil, à savoir le Comité de l'article 133 (textiles). Ce comité a débattu de cette question à plusieurs reprises. Or, en ce qui concerne les différentes positions existantes au sein de celui-ci il n'appartient pas au Conseil de les rendre publiques ou d'en indiquer les justifications ou arguments utilisés pendant ces débats.

Question no 29 by Laima Liucija Andrikiénė (H-0961/08)

Subject: Prospects for EU-China relations

The EU-China Summit scheduled for 1 December was postponed by the Chinese Government, blaming the French Presidency for meeting with the Tibetan spiritual leader, the Dalai Lama. What is the Council's assessment of the current state of play of EU-China relations? What are the future prospects for those relations? What is the Council's evaluation of the activities and contribution of the European Parliament in the framework of EU-China relations?

²⁴ Resposta escrita de 18.11.2008.

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

L'Union européenne a pris acte de la décision de la Chine de reporter le sommet avec l'Union européenne au motif que certains dirigeants européens ont rencontré ou rencontreront le Dalai Lama. L'UE a regretté cette décision de la partie chinoise qui en porte la responsabilité.

En dépit de ce geste sans précédent, la Chine demeure un partenaire majeur de l'Union européenne en matière économique et commerciale ainsi que dans les grands dossiers internationaux. L'UE entend continuer à promouvoir la relation de partenariat stratégique qu'elle a avec la Chine, particulièrement au moment où la situation économique et financière mondiale appelle à une coopération très étroite entre l'Europe et la Chine. Les contacts réguliers avec les autorités chinoises se poursuivront dans le cadre des différents dialogues mis en œuvre par les deux parties. L'Union européenne poursuit notamment les négociations sur un accord de partenariat et de coopération et envisage, en outre, la signature des accords et des projets de coopération sur lesquels un accord avec les autorités chinoises a déjà été déposé.

Le Parlement européen, à travers ses différentes instances, apporte sa contribution à la politique étrangère de l'Union européenne en général et vis-à-vis de la Chine en particulier.

Întrebarea nr. 31 a doamnei Silvia-Adriana Țicău (H-0965/08)

Subiect: Importanța acordată politicii de transport rutier

Revenim la întrebarea H-0614/08 adresată Consiliului în data de 15 iulie 2008. Deși reprezentantul Consiliului ne-a informat în ședința plenară din data de 23 septembrie 2008 că Parlamentul European va primi poziția Consiliului în luna septembrie, vă informăm că nici până în acest moment nu am primit această poziție. Având în vedere faptul că noua formă a Regulamentului privind accesul la ocupația de transportator rutier ar trebui să intre în vigoare la 1 iunie 2009, iar până la 1 ianuarie 2012 statele membre ar trebui să interconecteze registrele electronice naționale definite de acest regulament, aș dori să întreb Consiliul Uniunii care este prioritatea acordată „pachetului rutier” în următoarele 5 luni și care este calendarul propus pentru ca noile regulamente astfel modificate să fie adoptate înainte de 1 iunie 2009.

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session de décembre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Sous la présidence slovène, le Conseil a dégagé en juin 2008 un accord politique sur le paquet "transports routiers", qui comprend trois actes législatifs, concernant respectivement l'accès à la profession de transporteur par route (2007/0098 (COD)), l'accès au marché du transport de marchandises par route (2007/0099 (COD)) et l'accès au marché du transport de voyageurs par autocar et autobus (2007/0097 (COD)). Le Conseil s'apprête actuellement à élaborer une position commune sur chacun de ces dossiers, en vue de les présenter au Parlement européen en janvier 2009. La future présidence tchèque est fermement résolue à entamer des discussions informelles avec les différents rapporteurs afin d'examiner les possibilités de parvenir à un accord avec le Parlement européen dès que possible. À cet égard, l'attention de l'Honorable Parlementaire est attirée sur le fait que, jusqu'à la fin d'octobre 2008, les versions bulgare et roumaine des propositions législatives susmentionnées n'avaient pas été transmises par la Commission et que, par conséquent, les travaux préparatoires de procédure n'ont pas pu avancer.

QUESTIONS A LA COMMISSION

QUESTIONS TO THE COMMISSION

Interrogazione n. 38 dell'on. Marco Cappato (H-0919/08)

Oggetto: Bandiera nazionale ed europea alle prossime Olimpiadi

L'associazione radicale "Esperanto", Costituente del Partito radicale Nonviolento, ha lanciato una campagna rivolta ai Comitati Olimpici Nazionali affinché, in occasione delle prossime Olimpiadi, ciascuno Stato membro possa partecipare in rappresentanza dell'Europa oltre che della propria nazione. Ogni sportivo esibirebbe due bandiere, quella nazionale e quella europea, e nel medagliere apparirebbe anche il conteggio aggregato sotto la comune bandiera europea.

Intende la Commissione adoperarsi a sostegno di tale iniziativa?

Answer

The Commission is well aware of the crucial role played by sport as well as of the potential sport has for forging a sense of belonging. However, as stated in the White Paper on Sport, the organisation of sport and of competitions on a national basis is part of the historical and cultural background of the European approach to sport, and corresponds to the wishes of most European citizens. In particular, national teams play an essential role not only in terms of identity but also to secure solidarity with grassroots sport, and therefore deserve to be supported.

The responsibility for sport lies either with national authorities, or with sports organisations, or with a combination of these. In this context it should be remembered that the idea of having European flags on the sporting clothes of athletes was already highlighted in the Adonino Report "The Europe of the Citizens"²⁵.

The choice of whether and how to publish results from the Olympic Games belongs to the organisers, bearing in mind that the selection system in certain disciplines allows Europe to send more athletes to the Games (27 teams), which raises the chances to earn medals compared with other participants. The Commission therefore underlines that Member States participate in the Games as nation states and to recall that the slogan of the EU is: "United in Diversity".²⁶

The Honourable Member will therefore understand that the Commission is unable to support initiatives for a tally of medals won under the European flag. As concerns the display of two flags during the next Olympic Games, the Commission, while certainly not opposing the display of such a symbol of unity, wishes fully to respect the autonomy of sport and the primary responsibility of Member States as regards sport policy. Support by the Commission could however be provided were such an initiative to be launched in full agreement with the competent bodies.

Question no 42 by Gay Mitchell (H-0907/08)

Subject: Budget deficit

The budget deficit in Ireland is currently at a level of around 5 per cent. This is well over the 3 per cent budget deficit limit defined in the Stability and Growth Pact and enough to trigger the Emergency Warning Procedure.

In an interview in an Irish newspaper Commissioner Almunia stated that 'The Stability and Growth Pact is not about fines. It is not about blaming Member States....In some cases it is about peer pressure, trying to use the European dimension and multilateral surveillance system to push governments to implement policies.'

Will the Commission state what understanding it entered into with the Irish Government in relation to the current budget deficit situation?

²⁵ COM (88) 331 final, 24 June 1988

²⁶ http://europa.eu/abc/symbols/motto/index_en.htm

Answer

According to the 2008 update of the stability programme submitted by the Irish authorities on 14 October, the estimated outcome for the general government deficit in 2008 in Ireland is 5.5% of GDP, compared to a planned deficit of 0.9% of GDP in the previous update.

The Commission applies the Excessive Deficit Procedure (EDP) in conformity to the provisions in the Treaty and in the Stability and Growth Pact. When the government deficit exceeds 3% of GDP the Commission has to prepare a Report in conformity with Article 104(3) of the Treaty. Any excess over the reference value which is not exceptional, temporary and close to the threshold (Article 104.2) will lead to the country concerned being put formally in excessive deficit by the Council on a recommendation from the Commission (Article 104(6)).

The excessive deficit procedure should be seen as providing peer support to overcome current difficulties and ensure long-term sustainability of the public finances.

Ερώτηση αρ. 43 του κ. Δημητρίου Παπαδημούλη (H-0917/08)

Θέμα: Πιστοληπτική ικανότητα των κρατών μελών της ευρωζώνης

Η εξυπηρέτηση του δημοσίου χρέους σε συνθήκες οικονομικής κρίσης έχει καταστεί εξαιρετικά δυσχερής για πολλά κράτη μέλη αφού η διαφορά απόδοσης (spread) των ομολόγων δημοσίου επιδεινώνεται, αυξάνοντας κατακόρυφα το κόστος δανεισμού.

Λαμβάνοντας υπόψη ότι κράτη μέλη, όπως η Ελλάδα, εδώ και πολλά χρόνια δεν έχουν καταφέρει να μειώσουν αισθητά το δημόσιο χρέος τους, ερωτάται η Επιτροπή πόσο επηρεάζει η οικονομική κρίση την πιστοληπτική ικανότητα της Ελλάδας, και γενικότερα των κρατών μελών της ευρωζώνης;

Με τι επιτόκιο δανείζεται η Ελλάδα, και γενικότερα τα κράτη μέλη της ευρωζώνης;

Ποια η διαφορά απόδοσης των ομολόγων δημοσίου (spread) για την Ελλάδα και γενικότερα των κρατών μελών της ευρωζώνης, έχοντας ως βάση το δεκαετές ομόλογο του γερμανικού δημοσίου;

Answer

The financial market turmoil has triggered a "flight to safety" that has increased the cost of servicing government debt of countries with a history of high deficits and high levels of debt.

In some countries, including Greece in particular, current account imbalances could further add to the negative perception regarding their ability to cater for the negative effects of the economic slowdown in the longer run.

As of the 6 November 2008 and compared with 6 November 2007 values the spread on 10 year government bonds has increased by 120 percentage points in Greece (from 31 to 151pp) taking the German bond with same maturity as benchmark. This jump is one of the most pronounced in the EU27, with only Hungary (+262pp), Romania (+194), Latvia (+182) and Poland (+145) surpassing Greece and by large the highest in the euro area (Italy is the second euro area country with the highest increase with +75 pp, followed by Belgium with +64pp). While these evolutions are particularly pronounced for the aforementioned countries, these increases have affected the EU27 as a whole (+67.7 pp on average) and the euro area countries (+46 pp) during the same period. (Data source: Eurostat)

Question no 46 by Claude Moraes (H-0904/08)

Subject: The Commission's European Health Strategy and older people

The first objective of the Commission's European Health Strategy is "Fostering good health in an ageing Europe". Whilst I commend the Commission for placing ageing firmly on its health agenda, there has nevertheless been a lack of concrete proposals and actions in this field. For example, the programme of the Open Health Forum of 10-11 December targets only youth and includes no reference to older people.

In this context would the Commission please outline what specific policy measures and initiatives it intends to take in order to promote healthier and longer lives among older people in Europe using the EU instruments that exist, such as the Open Method of Coordination on social protection and social inclusion?

In particular, what does the Commission plan to do in order to encourage Member States to include older people as a target group in their health prevention and promotion activities, and does the Commission intend to develop a European strategy on healthy ageing reaching all generations?

Answer

Fostering good health in an ageing society is indeed a key objective of the EU Health strategy 2008-2013 and of the Health Programme.

The Health Strategy foresees actions to improve the health of older people, including guidelines on cancer and work on neuro-degenerative diseases. In this context, the Commission plans, for example, to put forward a Community initiative to help address Alzheimer next year.

The Commission also seeks to ensure that different policy initiatives contribute to healthy ageing and help health systems adapt to the demands of the ageing population.

In addition, the Commission promotes the exchange of good practice in this area. For example, the Health Programme has recently financed a project that issued recommendations on healthy ageing policies.

But fostering healthy ageing is much more than measures targeted at old people. Many chronic diseases experienced by older people can be prevented if people live healthier lives when they are young. This is why the strategy advocates prevention and promotion throughout the lifecycle, with initiatives targeted at people of all ages including the young. Commission action in this area includes the European Platform for Action on Diet, Nutrition and Physical Activity, and the strategies on alcohol and nutrition.

The Commission is also supporting Member States in their efforts to promote healthy ageing. Under the Open Method of Coordination on Social Inclusion and Social Protection, the Commission takes a keen interest in the initiatives proposed by the Member States on health promotion and disease prevention targeted at the elderly population.

Finally, the Commission is currently reflecting upon possible future initiatives to further support Healthy Ageing.

Question no 47 by Jim Higgins (H-0909/08)

Subject: Mental health

Could the Commission indicate if it is satisfied with the current provision of mental health facilities in the Member States, and the amount of resources made available to such services, and whether it is concerned that mental health is still under resourced and poorly positioned to help those in need, and if it has specific concerns with regard to regional imbalances in the services provided?

Answer

The organisation and delivery of health services and medical care is the responsibility of the Member States.

The Commission recognises that there is a need to improve mental health systems. EU-Member States acknowledged and agreed to this when, in 2005, they adopted the World Health Organisation's mental health declaration for Europe. In the meantime, several Member States undertook steps to revise their mental health strategies or to develop new ones.

One of the priorities of the European Pact for Mental Health and Well-being, launched in June 2008, is to provide support to enable Member States in improving their mental health systems, through exchange and cooperation on EU-level and on the basis of identified good practices.

In addition to the activities under the Mental Health Pact, Member States can make use of existing EU-instruments. For instance, they could undertake measures to improve the training of staff or to address regional imbalances in mental health services, through use of their Structural Funds programmes.

Question no 48 by Avril Doyle (H-0913/08)

Subject: Patients' rights in cross-border healthcare

The proposal for a directive on patients' rights in cross-border healthcare [Proposal for a Directive on the application of patients' rights in cross-border healthcare 2008/0142(COD)] sets up a network of health technology assessment authorities. These authorities, such as the Health Information and Quality Authority (HIQA) in Ireland and the National Institute for Health and Clinical Excellence (NICE) in the UK, issue recommendations on which treatments should or should not be available for patients.

To date, these review processes have often lacked transparency, been lengthy and not clearly focused on the needs of the patients. Recently, the head of NICE had to apologise publicly for the delays during a review of a new treatment method.

Does the Commission agree that a directive entitled 'Patients' Rights' should also ensure patients' participation in these review procedures?

Answer

The Proposal for a Directive on patients' rights in relation to cross-border healthcare aims at establishing on a permanent basis a network connecting the national authorities or bodies responsible for health technology assessment. The purpose would be to support cooperation and exchange of information, knowledge, methods used and best practices between the 27 Member States.

The provision does not aim at harmonising national decision-making processes for health technology assessment and therefore does not prescribe patients' participation in the national review procedures. That issue could be considered when measures for the implementation of this provision will be adopted. However, it should be noted that, according to article 17 of the proposed Directive, the network in question is composed of authorities or bodies responsible for health technology assessment designated by the Member States.

Vraag nr. 49 van Bart Staes (H-0915/08)

Betreft: Grensoverschrijdende gezondheidszorg

In het voorstel van de Commissie (COM(2008)0414) ligt meer nadruk op het recht van de patiënt op grensoverschrijdende gezondheidszorg dan op het recht van de lidstaat om zijn eigen gezondheidszorg te financieren en controleren. Hierdoor kan de druk op het gezondheidssysteem, vooral van landen met een grote patiënteninstroom, toenemen. Daarnaast bestaat reeds Verordening (EEG) nr. 1408/71²⁷ die de socialezekerheidsstelsels coördineert en regels omvat omtrent terugbetaling, voorafgaandelijke toestemming, enz.

Welke garanties bouwt de Commissie in opdat het eigen gezondheidssysteem van de lidstaten niet nodeloos onder druk komt te staan en hoe denkt ze klaarheid te scheppen voor patiënten nu de nieuwe richtlijn samen zal bestaan naast de socialezekerheidsverordening (EEG) nr. 1408/71?

Answer

As regards the question of impacts of the proposal for a Directive on the application of patients' rights in cross-border healthcare²⁸ on the Member States' healthcare systems, the impact assessment shows that the additional costs of treatment arising from these proposals are not likely to be such as to undermine the sustainability or planning of health systems overall.

²⁷ PB L 149 van 5.7.1971, blz. 2

²⁸ COM(2008)414.

This is because under the proposed Directive citizens are only entitled to be reimbursed for healthcare that they were entitled to at home, so Member States only have to pay for healthcare that they would have had to pay for in any case. The impact assessment estimated that the additional costs of treatment would be a small fraction of overall health expenditures, and is far outweighed by the benefits of this proposal.

But in any event, if in the short term an unpredictable surge of cross-border healthcare were to cause a major problem - in planning local facilities, for example - the proposal allows Member States to put in place limits necessary to safeguard their overall system, such as the introduction of a prior authorisation system for patients seeking cross-border hospital care under the conditions set out by the Directive which reflect the case law of the Court.

Moreover, in the long term, the added value of European cooperation on issues such as European networks of centres of reference; sharing assessments of new health technologies; and using information and communication technology to provide more efficient healthcare ("e-health") will help to improve the quality and efficiency of all healthcare, both for those patients who move and those who do not.

As regards the question of relationship of this Proposal with the existing framework for coordination of social security schemes and in particular the Regulation (EC) No 1408/71²⁹, the existing framework for coordination of social security schemes will remain in place alongside the proposed Directive, with all the general principles on which the regulations on coordination of social security schemes are based.

Regulation (EC) No 1408/71 ensures that if the appropriate care for the patients' condition cannot be provided in their own country without undue delay, then they will be authorised to go abroad, and any additional costs of treatment will be covered by public funds. Whenever the conditions set out in Article 22(2) of this Regulation are fulfilled, the authorisation shall be granted and the benefits provided in accordance with it. This is explicitly recognised by the proposed Directive. Regulation (EC) No 1408/71 will therefore continue to provide the general tool and the "safety net" to ensure that any patient who cannot have access to healthcare in their own country within a reasonable time will be authorised to receive that healthcare in another Member State.

The proposed Directive provides an additional option for cross-border healthcare, responding to the cases brought by citizens themselves which led to the jurisprudence of the Court. It is important to underline that the rights stemming from the jurisprudence and from this proposal do not detract from any rights existing under national frameworks or Regulation (EC) No 1408/71. They represent rights recognised to citizens that they can choose to exercise. They thus provide better access for all to different healthcare within the EU.

Question no 50 by John Bowis (H-0924/08)

Subject: Tobacco control

Will the Commission list the Member States that have not yet ratified the WHO Framework Convention on Tobacco Control and do not yet have policies in place for the banning of smoking in public places and places of work?

Answer

As of today, all Member States with the exception of the Czech Republic have ratified the World Health Organisation (WHO) Framework Convention on Tobacco Control.

The Convention creates a legal obligation for its Parties to adopt and implement effective measures to protect people from second-hand smoke in indoor workplaces, public places and public transport.

All Member States currently have some form of regulation aimed at limiting exposure to second-hand smoke. However, the scope and character of these regulations differ widely.

According to the information available to the Commission, slightly over a third of Member States provide for effective protection from tobacco smoke in all indoor workplaces and public places, as required by the WHO Convention.

Total bans on smoking in all enclosed public places and workplaces, including bars and restaurants, are so far in place in Ireland and the United Kingdom.

²⁹ Regulation (EC) No 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons and their families moving within the Community, OJ L 149, 5.7.1971

Italy, Malta, Sweden, Latvia, Finland, Slovenia, France and the Netherlands have introduced smoke-free legislation allowing for special enclosed smoking rooms.

However, in more than half of the Member States, citizens and workers are still not fully protected from exposure to tobacco smoke in indoor workplaces and public places. Bars and restaurants are a particularly difficult area of regulation.

To support Member States in adopting comprehensive smoke-free laws, the Commission intends to put forward a proposal for a Recommendation on smoke-free environments in 2009.

A detailed overview of Member States' smoke-free policies will be presented in the Impact Assessment accompanying the proposal.

The Commission will also address the issue in its forthcoming report on the implementation of the Council Recommendation on smoking prevention.

Question no 51 by Sarah Ludford (H-0929/08)

Subject: Pigs Directive 2001/93/EC amending Directive 91/630/EEC

Does the Commission plan to start work on a proposal to amend Directive 91/630/EEC on the protection of pigs as part of the Community Action Plan on the Protection and Welfare of Animals in 2009, before the substantial amount of research conducted by the EFSA in this field becomes outdated?

Answer

The Commission is aware of the need to upgrade the legislation on the welfare of pigs taking into account new scientific evidence as presented in the reports adopted by the European Food Safety Authority (EFSA).

The Commission has already started the work to evaluate the best option to improve the current situation taking into account the need to consider the strategic priorities of the Community Action Plan for the Welfare of Animals and in particular the option to incorporate in its future proposal specific measurable animal welfare indicators, where available. There might still be a need for minimum standards regarding the farming system, housing conditions and feeding procedures, but the development of animal based welfare indicators should contribute to a better assessment of the animal welfare situation "on farm" and hopefully better and more rapid enforcement of welfare standards keeping them in line with new scientific evidence.

In the light of the above the Commission is examining the possibility to elaborate a proposal to revise the 1998³⁰ general legislation for the protection of animals kept for farming purposes as well as the specific requirements on pigs to upgrade the standards foreseen in the related legislation. Any proposal should also consider the objectives of the new Animal Health Law, foreseen in the EU Animal Health Strategy³¹.

The Commission believes that the possible use in European legislation of internationally recognised animal welfare indicators, once developed, should allow better enforcement and the promotion of higher welfare standards.

Furthermore the Commission has estimated that this approach could allow the comparison of animal welfare standards with international trade partners and hopefully facilitate their use outside the border of the Community.

Several research projects are ongoing to support this initiative, including the Community funded research project called "Welfare Quality - Science and society improving animal welfare in the food quality chain". The delivery of "Welfare Quality" is expected in 2009 and the intention of the Commission is to work on the possible options to revise the existing legislative framework in 2010.

³⁰ Council Directive 98/58/EC of 20 July 1998 concerning the protection of animals kept for farming purposes. Official Journal L 221, 08/08/1998

³¹ http://ec.europa.eu/food/animal/diseases/strategy/index_en.htm

Question no 52 by Catherine Stihler (H-0939/08)

Subject: Rheumatic diseases

In light of the successful written declaration (P6_TA(2008)0262) on rheumatic diseases can the Commission update Parliament on actions taken to help those suffering from rheumatic diseases across the EU?

Answer

The Written Declaration of 5 June 2008 on rheumatic diseases³² calls inter alia on the Commission to develop a Community strategy for rheumatic diseases. According to article 152 of the Treaty, Community action in the field of public health shall fully respect the responsibilities of the Member States for the organisation and delivery of health services and medical care.

Nevertheless the Commission has supported the important area of rheumatic diseases through the programmes of Community action in the field of public health. A new project for a 'European Musculoskeletal Conditions Surveillance and Information Network' has been selected for funding in 2008. This project will contribute significantly to promote better understanding, knowledge and information on musculoskeletal conditions in the EU.

In addition, the ongoing 7th Framework Programme for Research (2007 – 2013), under the “Health” Programme, proposes to undertake collaborative translational research in major diseases. Rheumatic diseases are explicitly mentioned in this section.

As a result of the 2007 call for proposals, which included a topic on "early processes in the pathogenesis of chronic inflammatory diseases", the proposal "Masterswitch" was selected. Focusing on the elucidation of the mechanisms triggering rheumatoid arthritis and potential cellular and molecular targets for its therapy, it integrates 17 leading research groups from 10 EU and associated countries for an overall contribution of € 11,2 million. Continued support for research on this subject in future calls within the 7th Framework Programme is expected.

Furthermore, at the occasion of the recently held European League against Rheumatism (EULAR)³³ conference on 6 November 2008 in Budapest, it is important to note the support given by the Commission in highlighting the importance of rheumatic diseases (RD) as a subset of Musculo-Skeletal-Diseases (MSD) for Safety and Health at Work, and its interconnectedness with the Communities anti-discrimination policies.

Finally, and specifically on musculoskeletal disorders, the Commission, in its Communication "Improving quality at work: Community strategy 2007-2012 on health and safety at work"³⁴, has expressed its intention to find ways of improving risk prevention with regard to musculoskeletal disorders. With a view to achieve this, an impact assessment is currently under way.

Ερώτηση αρ. 53 του κ. Γεωργίου Τούσσα (H-0967/08)

Θέμα: Εμπορευματοποίηση της υγείας σε όφελος των μεγάλων μονοπωλιακών ομίλων

Σύμφωνα με έρευνα του πανεπιστημίου Αθηνών, η Ελλάδα αναδεικνύεται σε πρωταθλήτη της ιδιωτικοποίησης και εμπορευματοποίησης της υγείας, με ιδιαίτερα αρνητικές συνέπειες για τη λαϊκή οικογένεια, που καλείται να πληρώσει από τον πενιχρό προϋπολογισμό της το 57% (πάνω από 11 δις. ευρώ) των συνολικών δαπανών υγείας. Τα ιδιωτικά ιδρύματα διάγνωσης και νοσοκομειακής περίθαλψης, που πολλαπλασιάζονται διαρκώς, συγκεντρώνονται όλο και περισσότερο σε μεγάλους ομίλους που καθορίζουν πλέον σε μεγάλο βαθμό την πολιτική υγείας, ενώ παραμένει αναξιοποίητο σημαντικό τμήμα του ιατρικού δυναμικού. Τη γιγάντωση του ιδιωτικού τομέα, αλλά και τη διαφθορά του δημόσιου, προκαλεί η ίδια η πολιτεία, που υποχρεώνει τους εργαζόμενους να απευθύνονται στον ιδιωτικό τομέα για να αντιμετωπίσουν προβλήματα υγείας που το δημόσιο σύστημα δεν μπορεί να αντιμετωπίσει έγκαιρα λόγω ανεπαρκών υποδομών, εξοπλισμού και στελέχωσης.

Πώς αντιμετωπίζει η Επιτροπή την απαράδεκτη αυτή κατάσταση που περιορίζει τις δυνατότητες περίθαλψης των εργαζομένων, εμπορευματοποιεί την υγεία προς όφελος των μεγάλων μονοπωλιακών ομίλων, αυξάνει την υποαπασχόληση του ιατρικού δυναμικού και προκαλεί κινδύνους ακόμα και για τη δημόσια υγεία;

³² P6_TA(2008)0262

³³ European League Against Rheumatism

³⁴ COM(2007) 62 final of 21.2.2007.

Answer

According to article 152 of the Treaty, and in particular its paragraph 5, Community action in the field of public health shall fully respect the responsibilities of the Member States for the organisation and delivery of health services and medical care.

Consequently it is not for the Commission to express views on the situation described by the Honourable Member. This is in the remit of Greek competent authorities in this case.

Anfrage Nr. 54 von Bernd Posselt (H-0880/08)

Betrifft: Gesundheitspolitik und Rauchverbot

Aufgrund welcher gesundheitspolitischen Zuständigkeiten wirbt die Kommission derzeit für ein EU-weites Rauchverbot am Arbeitsplatz, und wo sieht sie die Grenzen ihrer gesundheitspolitischen Zuständigkeiten gegenüber den Mitgliedstaaten, was dieses Thema betrifft?

Answer

With regard to public health policies and as Parties to the World Health Organisation (WHO) Framework Convention on Tobacco Control (FCTC), the Community and 26 Member States are bound by the commitment to provide for protection from exposure to tobacco smoke in all indoor workplaces and public places. Also the outcome of the Commission's Green Paper consultation Towards a Europe free from tobacco smoke³⁵ demonstrated a clear support for comprehensive smoke-free policies and further EU action in this area. As a follow-up to the Green Paper consultation, the Commission intends to put forward a proposal for a Council Recommendation on smoke-free environments in early 2009.

Any specific legislation put forward to protect workers from risks to their health and safety related to exposure to environmental tobacco smoke at the workplace will fall within the policy field of occupational safety and health and be based on Article 137 EC.

Article 137 provides that the Community is to support and complement the activities of the Member States in a number of fields, including the improvement of the working environment to protect workers' health and safety. Before the Commission submits a proposal in this context, it is to consult the social partners at Community level under a two-stage consultation procedure in accordance with Article 138 EC.

Any such legislative initiative would comply with the principles of proportionality and subsidiarity.

Fråga nr 55 från Hélène Goudin (H-0882/08)

Angående: Påtryckningar inför omröstningen om Lissabonfördraget

Uppgifter i tidningen Aftonbladet (11 oktober 2008) antyder att kommissionens ledamot Margot Wallström ska ha försökt att påverka utgången i omröstningen om Lissabonfördraget i Sveriges riksdag den 20 november. Enligt tidningen ska kommissionsledamot Wallström ha försökt att övertyga de svenska socialdemokraternas partiledare, Mona Sahlin, att förorda ett ja till fördraget.

Kan kommissionen garantera att den varken informellt eller formellt har försökt påverka Mona Sahlin och de svenska socialdemokraterna i denna fråga?

Answer

The position of the Commission on the Lisbon Treaty is known. The Commission has not tried to unduly influence the ratification of the Lisbon Treaty in Sweden.

³⁵ COM(2007) 27 final

Fråga nr 56 från Nils Lundgren (H-0884/08)

Angående: EU:s militära ambitioner under Lissabonfördraget

I en intervju med tidningen EU Observer (22 oktober 2008) beklagar kommissionsledamot Margot Wallström att den irländska folkomröstningskampanjen om Lissabonfördraget tidigare i år inrymde så mycket "emotionella argument". Som exempel nämner hon att många irländare skrämdes till att rösta nej eftersom de antog att de skulle vara tvungna att skicka sina barn till en EU-armé om Lissabonfördraget antogs. Kommissionsledamot Wallströms uttalande antyder att EU under Lissabonfördraget inte har för avsikt att upprätta en gemensam militär organisation.

Anser kommissionen att de irländska väljarna har missuppfattat fördragstexten, och således kan känna sig förvissade om att deras söner och döttrar inte kommer att behöva tjänstgöra i en EU-armé om Lissabonfördraget träder i kraft? Kan kommissionen garantera att den svenska alliansfriheten består även om Lissabonfördraget skulle träda i kraft?

Answer

The Lisbon Treaty would fully preserve the national sovereignty of Member States in foreign affairs and defence matters. The military neutrality of certain Member States would not, therefore, be affected by the Treaty.

The Lisbon Treaty makes some amendments to existing provisions on security and defence, but does not change their essential features. The Treaty explicitly states that the changes proposed under the Treaty to security and defence 'shall not prejudice the specific character of the security and defence policy of certain Member States'.

The new foreign policy structure would increase coherence and efficiency in the Union's external action which is vital to face the new challenges of the 21st century and to improve the capacity of the Union to act on the world stage. The Lisbon Treaty would enhance its capacity to respond to crisis situations throughout the world, drawing on its considerable range of instruments which can be mobilized in support of conflict prevention and crisis management, taking on humanitarian and rescue tasks or engaging in peacekeeping operations. But decisions on security and defence policy issues would continue to be taken by unanimity, and the commitment of troops by any Member State to a particular mission would remain a sovereign decision by that State. As any EU crisis management mission would continue to require the support of all Member States, Ireland and Sweden would have the right to decide on whether, and how, to provide any such contribution to any peace-keeping mission – whether led by the United Nations, the EU or others.

Ερώτηση αρ. 57 του κ. Σταύρου Αρναουτάκη (H-0887/08)

Θέμα: Δωρεάν παροχή φρούτων και λαχανικών στους μαθητές των σχολείων

Η Επιτροπή πρότεινε την καθιέρωση ενός πανευρωπαϊκού καθεστώτος δωρεάν παροχής φρούτων και λαχανικών στα σχολεία (COM(2008)0442). Η αγορά και η διανομή τους θα χρηματοδοτούνται με ευρωπαϊκά κεφάλαια ύψους 90 εκατ. ευρώ ετησίως. Παράλληλα απαιτείται από τα κράτη μέλη να καταστρώσουν εθνικές στρατηγικές, και εκπαιδευτικές πρωτοβουλίες. Το πρόγραμμα αναμένεται να εγκριθεί από το Συμβούλιο το 2009.

Πότε αναμένεται να παρθεί η απόφαση εφαρμογής του κανονισμού και πώς θα εγγυηθεί η Επιτροπή τη σωστή και έγκαιρη ενημέρωση προς στους αρμόδιους φορείς των κρατών μελών αλλά και τους πολίτες;

Για τη δικτύωση μεταξύ των διαφόρων εθνικών αρχών, ώστε να γίνεται έγκυρη και αποτελεσματική ανταλλαγή βέλτιστων πρακτικών, η Επιτροπή ανακοίνωσε τη διάθεση 1.3 εκατ. ευρώ. Ποιες είναι αυτές οι δραστηριότητες και ποιοι αναμένεται να είναι οι αρμόδιοι φορείς υλοποίησής τους;

Answer

On 19 November, the Agricultural Council came to a political agreement on the School Fruit Scheme after the Parliament had given an opinion. The formal adoption of the Council Regulation is expected before the end of 2008.

Early next year, the Commission services will make the implementing rules for the School Fruit Scheme and they will be adopted through the Management Committee procedure. It will be then up to the Member States to set up their national and/or regional strategies for implementation.

The Commission has re-enforced networking activities by organising a major conference on the 15-16 December 2008 which brought together project promoters, academics and representatives of Member States administrations. The purpose of the Conference is to set up a network on School Fruit, to provide input for the Commission's implementing rules and to the national/regional strategies. It is the intention of the Commission to promote exchange of experience amongst the different actors involved in such schemes all around the European Union, supporting School Fruit Conferences and developing web-based tools.

Question no 58 by Liam Aylward (H-0894/08)

Subject: Energy efficiency

Regarding the Climate Change Package, many believe energy efficiency is one of the most useful and realistic means of reducing emissions - for private housing, public authorities, companies etc.

Does the Commission foresee this non-binding energy efficiency target becoming a binding one?

Answer

At the European Council in March 2007, EU Heads of State and Government committed themselves to three ambitious 20% objectives by 2020: (1) a reduction of greenhouse gas emissions by 20% compared to 1990, (2) an increase to 20% of the share of renewable energy sources in EU overall energy consumption and (3) a reduction of projected energy consumption by 20%.

For the European Union to achieve these objectives, energy efficiency is a crucial area where progress can be made. Energy efficiency is the most cost-effective way of reducing energy consumption while maintaining an equivalent level of economic activity. Improving energy efficiency also addresses the key energy challenges of climate change, energy security and competitiveness.

The 20% energy saving objective is non-binding as it has not been fixed by legislation. However, progress towards the emissions reduction and renewable energy sources targets will certainly trigger investments in energy efficiency improvement measures in the sectors of energy transformation, energy supply and industry. This will then contribute to the achievement of the 20% energy savings objective.

The Commission does not foresee making the saving objective binding, as it leaves more flexibility to the Member States to improve energy efficiency in their key energy consuming sectors according to their own strategies. However, the Commission is convinced that by combining efforts on the policy and implementation levels, the drive for energy efficiency could be increased and higher levels of energy savings achieved. The Commission adopted in 2006 the European Energy Efficiency Action Plan with the objective of mobilising policy makers and market actors to make buildings, appliances, means of transport and energy systems more energy efficient. The implementation of the Action Plan is ongoing and should be completed by 2012. A comprehensive energy efficiency package of proposals and decisions was recently adopted by the Commission on 13 November to strengthen efforts to deliver the 20% objective in 2020. The Commission will evaluate the European Energy Efficiency Action Plan in 2009.

Question no 59 by Brian Crowley (H-0900/08)

Subject: Young people and the European Union

What are the current plans for the Commission to engage younger people in understanding and experiencing the workings of the EU?

Answer

The Commission considers involving young people in EU affairs as an essential element for a long term development of European citizenship. This understanding is reflected in numerous programmes and activities carried out at national, regional or local level by different Commission services and in close cooperation with national authorities.

At central level, the main EU Programme for young people, Youth in Action, aims to inspire a sense of active citizenship, solidarity and tolerance among young Europeans, and to involve them in shaping the Union's future.

Since 2003 the European Youth Week provides young people with a platform and an opportunity to participate in EU policy making and includes cultural events and political debates organised throughout Europe. Furthermore, in order to foster experiencing and involvement of young people with EU affairs, representatives of youth organisations are invited to the EU institutions for discussions with EU policy makers. This forum provides the Commission with the opportunity to consult young people on matters of particular concern to them as well as to engage them with European issues and enhance their knowledge of European institutions and policies.

This involvement is complemented by the European Youth Portal, which not only offers information to young Europeans, but also allows them to have their views heard and questions answered. The portal gives information on 8 main themes, covers 31 countries and is available in 25 languages.

Every six months, the Commission also organises in-service training for more than 600 "stagiaires". The traineeship provides young university graduates with a unique, first-hand experience and knowledge of the workings of the EU institutions. Thus, the traineeship creates an informal network of multipliers and "ambassadors" of EU values and ideas.

There are also a number of decentralised initiatives addressed to schools, including the Back to School project and Spring Day for Europe. As part of the Back to School project, EU staff is sent out as ambassadors to their former schools to discuss EU issues with pupils.

Spring Day for Europe is an annual initiative set up to stimulate interest about the principles, achievements and future of the EU. It constitutes a unique opportunity for pupils to meet and exchange ideas with EU experts and political leaders, learn about European integration and improve their understanding of it through games, debates and chats.

Finally, young people are a priority in the Commission's campaign to encourage participation on the EP elections next year. This campaign aims to raise awareness about the EU's role and helps create an emotional identification with the European Union among young people. The Commission plans to run a pan-European multimedia campaign for young people, involving popular TV channels, social networking platforms and tailor-made election spots for young people.

Question no 60 by Marian Harkin (H-0902/08)

Subject: Credit unions

In light of the recent credit crunch and the need for massive government intervention to support the banking system, would the Commission agree that support should be given to credit unions, which provide microcredit for SMEs and individuals in many EU countries? Would the Commission see a role for the expansion of credit unions throughout the EU, given their financial stability in recent times?

Answer

Credit unions are in principle subject to the Community legislation regarding credit institutions, in particular the Capital Requirements Directive (2006/48/EC). However, certain credit unions are explicitly exempted from the scope of Directive 2006/48/EC. Member States may regulate these credit unions as they see fit, provided that they comply with their general obligations under the Treaty.

Most credit unions provide personal savings services and loans, rather than loans for a professional purpose. Indeed, their statutes may prohibit issuing loans to be used for business purposes, whereas micro-credit is targeted towards business activities and concerns mainly people who are refused access to finance by traditional financial institutions.

Micro-credit providers in general will benefit from any progress made on strands 1 and 2 of the Commission's micro-credit initiative, launched in November 2007. If a credit union qualifies for receiving any support from JASMINE, a joint action

of the Commission and the European Investment Bank to support non-bank micro-finance institutions in Europe, it may be able to obtain some technical assistance to improve governance practices and technical capability, and thus improve its potential to attract further investment from private sector sources.

Pergunta n° 61 do Armando França (H-0905/08)

Assunto: Convenção Europol

A Europol – Serviço Europeu de Polícia tem como principais objectivos a luta contra o crime organizado, o terrorismo e todas as formas de criminalidade grave transfronteiriça. É, pois, um serviço de polícia da maior importância para garantir a segurança dos 500 milhões de cidadãos do espaço da União. A eficácia das acções da Europol depende em muito de cooperação entre os Estados-Membros e entre estes e países terceiros. Por isso, pergunto: Qual o nível de envolvimento na Europol e de cooperação dos Estados-membros entre eles? Que cooperação existe entre a Europol e países terceiros?

Na Presidência portuguesa chegou-se a acordo quanto à reforma da Convenção Europol e iniciou-se o processo da sua substituição. Qual é neste momento o estado de substituição da Convenção Europol?

Answer

L'Office européen de police (EUROPOL) est un acteur incontournable de la sécurité intérieure de l'Union et a été associé à des récentes réussites opérationnelles. Ainsi, cet été, Europol a contribué à l'opération BAGDAD, qui a mobilisé 1300 policiers dans neuf pays et permis l'arrestation de 75 personnes impliquées dans un réseau de trafic d'êtres humains.

S'agissant de la coopération entre Europol et les Etats membres de l'Union, la qualité du travail d'Europol dépend en grande partie de la volonté des Etats Membres de contribuer à l'alimentation du Système d'Informations ou au fonctionnement des fichiers d'analyse (AWF ou Analytical Work Files). Il appartient donc à chaque Etat Membre de s'assurer de la bonne coopération de ses services répressifs avec Europol.

En ce qui concerne la coopération d'Europol avec des pays tiers ou d'autres organisations, Europol a conclu une vingtaine d'accords stratégiques ou opérationnels, seuls ces derniers permettant l'échange de données à caractère personnel. Europol est actuellement en discussion avec une demi-douzaine d'autres pays mais n'a pas vocation à conclure des accords avec le monde entier. L'accord de coopération avec Eurojust, conclu en 2004, devrait par ailleurs être modifié d'ici la fin de l'année afin de renforcer la qualité et l'intensité de leurs relations.

Plus généralement, l'honorable parlementaire pourra consulter le rapport annuel d'activité 2007 qui vient d'être publié sur le site Internet d'Europol:

http://www.europol.europa.eu/publications/Annual_Reports/Annual%20Report%202007.pdf

Enfin, pour ce qui est du remplacement de la Convention Europol par une décision du Conseil, un accord a été trouvé le 18 avril 2008 ; l'adoption formelle de cette décision dépend maintenant de la levée d'une réserve parlementaire. Les travaux destinés à permettre à Europol de fonctionner comme une agence de l'UE dès le 1^{er} janvier 2010 ont cependant déjà débuté afin que le changement de statut n'occasionne aucune gêne à l'activité de l'agence.

Question no 62 by Mairead McGuinness (H-0911/08)

Subject: Recognition of professional qualifications

Can the Commission update us on the transposition of Directive 2005/36/EC

³⁶ on the recognition of professional qualifications? Does the Commission feel that this Directive gives sufficient protection to EU citizens seeking employment in a Member State other than that in which they received their qualification?

³⁶ OJ L 255, 30.9.2005, p. 22.

Answer

By 10 November 2008, although 595 transposition measures were notified to the Commission for Directive 2005/36/EC¹, only 8 Member States had fully achieved the transposition of the text. 3 Member States had not communicated any transposition measure yet.

Meeting the transposition deadline (20 October 2007) has proven to be difficult for Member States mainly for the two following reasons:

- the very large scope of the Directive (it covers all regulated professions) which requires adoption of numerous pieces of legislation. In some Member States transposition is done per profession;
- the administrative structure of some Member States: in some countries transposition has to be done both at federal and regional level.

The Commission regrets this situation which is a source of legal uncertainty for professionals seeking to exercise a regulated profession in a host Member State. It has decided to bring the non compliant Member States to the European Court of Justice. Besides, citizens can also invoke most provisions of the Directive directly in front of national courts.

In view of the late transposition and delays in implementation, the Commission cannot assess the level of protection effectively ensured by the Directive.

Interrogazione n. 63 dell'on. Elisabetta Gardini (H-0914/08)

Oggetto: Azione comunitaria in materia di Specie Aliene Invasive, con speciale riferimento alla pianta *Ambrosia Artemisiifolia* e ai suoi effetti sulla salute umana e animale

Desidero portare all'attenzione della Commissione una minaccia per la salute rappresentata dai pollini della *Ambrosia Artemisiifolia*, una pianta inserita tra le cento specie aliene invasive più pericolose in Europa. I pollini di questa pianta, infatti, determinano rilevanti affezioni allergiche e respiratorie, con sintomi spesso invalidanti che rappresentano un costo individuale e sociale di proporzioni non trascurabili. In alcune regioni le autorità ambientali e sanitarie registrano un'incidenza sulla popolazione anche del 15% e la portata del problema è crescente: una quindicina di Stati membri e altri Paesi candidati o in pre-adesione sono direttamente colpiti, a volte in maniera grave. Le difficoltà di contenimento e la velocità di diffusione dei pollini rendono ancora più urgente un intervento europeo per mitigare gli effetti.

Ciò premesso, la Commissione è a conoscenza dell'attuale situazione in termini ambientali e sanitari della diffusione dell'*Ambrosia Artemisiifolia* nei Paesi europei? La Commissione prevede di elaborare un coerente quadro normativo in materia di Specie Aliene Invasive? La Commissione vedrebbe favorevolmente la creazione di una struttura europea dedicata al controllo, alla prevenzione e alla lotta degli organismi che hanno effetti dannosi sulla salute umana?

Answer

The Commission is aware of the threats posed by invasive species including *Ambrosia artemisiifolia* L., the common ragweed.

Many people are highly allergic to the pollen of this plant, which evolved in North America, but has been established in Europe since the late 1800s. August and September are bad months, when, in infested areas, its pollen can become far the most common in the air. It infests the valleys of the Rhone and the Po, and areas of Hungary, Serbia, and Croatia. It has also been detected in Slovenia, the Czech Republic, Austria, Germany and Belgium, and, outside the EU, in Switzerland.

Since the plant can only spread through its seed, it can be contained if the plants are prevented from producing seed, either by killing it with herbicides or by chopping it down or uprooting it before it seeds.

Asthma and other respiratory diseases are one of the most common cause of morbidity in people, having a serious health impact.

In order to tackle this issue, the Commission is using a comprehensive and integrated approach, which includes several measures and actions to prevent respiratory diseases tackling key health determinants. This comprises legislation and actions on ambient and indoor air quality including airborne allergen exposure.

An EU research project funded under the 6th Research Framework Programme delivered a European wide inventory on invasive alien species. Detailed information as well as experts' contacts are available under <http://www.europe-aliens.org/index.jsp>.

Another project is being supported on the health impacts of airborne allergen. The aim of the project is to evaluate the effects of climate diversity and change on airborne allergen exposure, and to implement an outdoor allergen early warning network. This will allow prediction of airborne allergen exposure and will provide patients, medical doctors, and health regulatory agencies with better information to protect, treat and prevent allergic disease from ambient airborne allergens.

As part of its wider efforts to protect biodiversity, the European Union (EU) is committed to substantially reducing the impact of invasive species. The Commission has adopted a Communication "Towards an EU Strategy on Invasive Species"

³⁷ on 3 December 2008, which outlines policy options and measures for immediate implementation with a view to develop an EU strategy on invasive species. Horizontal issues such as awareness raising, research and funding issues are also addressed.

This Communication should promote a debate with the Member States, EU Institutions and stakeholders. The Commission will use the feedback received to develop a proposal for an EU Strategy for release in 2010, which should substantially reduce the impact of invasive alien species in Europe. The Commission will also examine the possibility of setting up an Early Warning and Information System based on a regularly updated inventory.

The Communication and its Annexes can be downloaded from http://ec.europa.eu:8082/environment/nature/invasivealien/index_en.htm.

Interrogazione n. 64 dell'on. Marco Pannella (H-0918/08)

Oggetto: Comunicazione culturale multilingue

Le pagine del sito della Commissione dedicate alle politiche europee in ambito culturale sono disponibili solo in inglese, francese e tedesco.

Il sito EUROPEANA dedicato alla creazione di una biblioteca digitale della cultura europea è disponibile solo in lingua inglese.

Non ritiene la Commissione che, a maggior ragione nell'ambito delle politiche culturali, si debba adottare strategie di comunicazione che non si limitino alla sola lingua inglese, a volte accompagnata dal francese e dal tedesco, in violazione dello spirito multilingue dei Trattati?

Non ritiene la Commissione che le pagine dei siti sopraccitate debbano essere urgentemente tradotte in tutte le lingue ufficiali?

Answer

The Commission is strongly committed to preserving and fostering linguistic diversity within the Union and supports a number of specific actions to that end. Beyond its obligations to provide legislative and policy proposals ³⁸ in all official EU languages, the Commission is committed to making all possible efforts to treat citizens, cultures and languages equally within the limits of available resources.

The use of a wide range of EU languages on the websites of all the Institutions is important to European citizens. In line with the "Action Plan to improve communicating Europe by the Commission", in 2005³⁹, the Commission set up a service

³⁷ COM(2008) 789

³⁸ Regulation No. 1 determining the languages used by the European Economic Community, OJ L 17, 6.10.1958, Article 1 and 2.

³⁹ SEC(2005)985, Annex, Action 36.

dedicated to web translation, within its Directorate-General for Translation. Still, it remains a challenge to continuously make relevant information available to EU stakeholders and citizens and to keep this information updated.

Citizens show a considerable interest in the Commission's websites, including in the cultural field, and the Commission therefore places high priority on maintaining up-to-date sites with a maximum of news. The use of languages follows the general principle of adapting the language policy of each site to its target audience, and to provide the content on the upper levels of each site in as many languages as possible

In order to bring its cultural initiatives as close to citizens as possible, the Union has established Cultural Contact Points to promote the Culture Programme in the participating countries. One valuable activity of the Contact Points is to reproduce in the national language(s) elements of the news appearing on Europa on their own websites (which are in turn linked to Europa).

The Europeana portal, set up by the European Digital Library Foundation as part of the i2010 digital libraries initiative, uses 22 European languages.

Vraag nr. 65 van Frank Vanhecke (H-0922/08)

Betreft: Betrekkingen tussen de EU en Jordanië

Het is bekend geraakt dat Jordanië een Deense cartoonist, tien Deense journalisten en het Nederlandse parlements lid Geert Wilders wil vervolgen onder beschuldiging van "godslastering, minachting voor de islam en de gevoelens van moslims, en laster en smaad tegen de profeet Mohammed". Jordanië heeft zowaar Interpol gevraagd om de betrokkenen aan te houden en voor een Jordaanse rechtbank te brengen.

Na de ondertekening op 24 november 1997 trad de associatieovereenkomst tussen de EU en Jordanië in werking op 1 mei 2002. Artikel 2 van deze overeenkomst bepaalt dat eerbiediging van democratische beginselen en fundamentele mensenrechten een "wezenlijk onderdeel" van de overeenkomst is. "Aangepaste maatregelen" zijn mogelijk bij een schending van de overeenkomst.

Maken de boven vermelde daden een schending uit van de "wezenlijk onderdeel"-clausule van artikel 2? Zo ja, welke "aangepaste maatregelen" zal de Commissie nemen?

Answer

The Commission would like to thank the Honourable Member for his question regarding the complaints that were lodged in Jordan against Dutch Member of Parliament Mr. Wilders and the 11 authors and editors of the Danish cartoons.

The Commission Delegation in Amman and the Dutch and Danish embassies are following the developments closely.

The Commission is using all the means at its disposal to encourage the Jordanian authorities to further progress in the area of respect for human rights and fundamental freedoms. It is one of the key priorities for action in the European Neighborhood Policy Action Plan. Issues such as the freedom of speech are discussed during the formal sub-committee on human rights and democracy. This sub-committee takes place on a yearly basis and has allowed for a frank and open dialogue. The EU is also providing financial support in this area to both the Jordanian authorities and Jordanian Non-Governmental Organisations.

The Commission will continue to follow the developments of these cases. It is clear that the Association Agreement (art. 101) allows for the thorough examination of any situation of possible non-fulfillment of obligations, with a view to seeking a solution that is acceptable to both Parties.

Kinga Gál (H-0923/08) által feltett 66 sz. kérdés

Tárgy: Magyarellenesség Szlovákiában

Az Alapjogi Ügynökség parlamenti riportőreként kérdezem, mit tesz a Bizottság az etnikumok, a kultúrák közötti párbeszéd védelmében az Unión belül eső Szlovákiában, ahol azt a jelenleg kormányzó politikusok naponta és

módszeresen kikezdi? Meddig vár a Bizottság, hiszen a verbális heccelést követően mára már annak is szemtanúi lehetünk, ahogy szlovák rendőrök brutálisan szétvernek magyar fiatalokat különösebb indok nélkül, szlovák fiatalok magyargyalázó rigmusai és biztatása közepette, majd vizsgálat helyett betiltják a kisebbség jelképeinek használatát, például a magyar zászlók és jelképek bevitelét a szlovák bajnoki mérkőzésekre? Mit tesz a Bizottság a szlovákiai magyar kisebbségi közösség védelmében az Unión belül, ahol az egyik tagállamban parlamenti határozatot hoznak saját, a magyar kisebbséghez tartozó képviselői ellen, képviselői esküjüket megszegőknek nevezve őket, mert részt mertek venni a magyar parlament (a szomszédos tagállam) által megszervezett nyilvános egyeztetésen?

Answer

La Commission a eu l'opportunité de répondre aux préoccupations relatives à la situation de la minorité hongroise en Slovaquie dans la réponse qu'elle a donnée aux questions écrites P-5730/08 de Mme Bauer et de M. Tokes, et P-5663/08 de M. Tokes. La Commission prie l'honorable parlementaire de se référer à ces réponses.

All Member States of the Union must use all legal instruments available to them in order to guarantee the rights of minorities in accordance with their constitutional order and international law obligations.

The authorities of all Member States, political parties and civil rights organisations must unequivocally distance themselves and actively fight all manifestations of phenomena that are incompatible with the values that the EU is based upon, be it racism, xenophobia, totalitarian ideologies, hooliganism or violence.

The Commission is confident that the authorities of both Hungary and Slovakia will behave in conformity with the values that are common to all European Union Member States.

Vraag nr. 67 van Saïd El Khadraoui (H-0926/08)

Betreft: Maatregelen vanuit de Commissie om het spaargeld van de Kaupthing-spaarders en anderen veilig te stellen

Begin oktober werd duidelijk dat de IJslandse bank Kaupthing in zware financiële problemen zat. Het geld van de Kaupthing-spaarders staat al enkele weken geblokkeerd. Omdat de IJslandse bank in België met een Luxemburgse licentie werkte, overlegde de Belgische regering zowel met de IJslandse als de Luxemburgse regering. De consumentenorganisatie Test-Aankoop trok bovendien met een petitie met meer dan 5000 handtekeningen naar de Luxemburgse premier en de minister van Financiën. De Belgische regering was tot nog toe niet erg succesvol in het verkrijgen van garanties voor de Belgische spaarders. De Finse klanten van Kaupthing daarentegen kregen wel al de garantie dat ze hun spaargeld zouden terugkrijgen. Pas tegen 15 november zou er duidelijkheid komen over een overnamescenario voor Kaupthing Bank België.

Is de Commissie op de hoogte van deze situatie? Hoe beoordeelt de Commissie het optreden van de Belgische regering? Welke oplossingen ziet de Commissie voor de gedupeerde spaarders? Het is merkwaardig dat de Finse spaarders eerder garanties krijgen dan de Belgische spaarders. Welke plannen kan de Commissie voorstellen voor een meer gecoördineerde actie op Europees niveau om dergelijke situaties in de toekomst te vermijden?

Answer

The Commission has received various communications on the matter of the Icelandic bank, Kaupthing. The Commission is aware of the difficulties faced by savers and has been closely monitoring the efforts in this matter of the Icelandic, Luxembourg and Belgian authorities. The Commission has also been in touch with the EFTA Surveillance Authority as Iceland is not a member of the EU but a party to the EEA Agreement.

The Commission understands that there have been some developments in the matter. Apparently, there are potential acquirors interested in parts of Kaupthing. This may in itself unblock the situation for depositors who currently have no access to their deposits with the Belgian branch of the Luxembourg subsidiary of Kaupthing Bank. Moreover, the Belgian Prime Minister has announced access to an amount of up to a maximum of €20,000 for Belgian depositors against their blocked deposits from the 1st of December onwards if the bank is not taken over by a potential acquiror.

The Commission further understands that the Belgian and the Luxembourg authorities will continue discussions to find a solution to the current difficulties for the almost 20,000 depositors concerned.

The different treatment of the Finnish and the Belgian savers is due to the different applicable laws. Whereas Kaupthing Bank Finnish Branch is a branch of the Icelandic bank Kaupthing and is governed by Icelandic law, Kaupthing Bank Belgium is a branch of the Luxembourg subsidiary of the Icelandic bank. It is therefore technically a Luxembourg entity regulated by Luxembourg law since Luxembourg is its home Member State. Therefore, Luxembourg is responsible for the supervision of this bank, as well as for its reorganization/liquidation and for the compensation of the depositors under the Deposit Guarantee Directive (Directive 94/19/EC on deposit-guarantee schemes). This responsibility extends to the Belgian branch.

The Commission proposed improvements to the Deposit Guarantee Directive on the 15th of October. The main changes proposed relate to the coverage levels and the reduction of payout delays.

In addition, the Commission has introduced the concept of supervisory colleges in its proposal of 1st October 2008 on amendments to the Capital Requirements Directive (2006/48/EC and 2006/49/EC). Co-ordination through colleges will allow for better supervision of cross-border banking groups.

The above alongwith further legislative proposals by the Commission that may become necessary to take account of market developments should help prevent similar situations in the future.

Question no 68 by Jim Allister (H-0927/08)

Subject: Shellfish Waters Directive

What will be the impact of the Water Framework Directive 2000/60/EC⁴⁰ in regard to the continuance, or otherwise, of the environmental standards established in the Shellfish Waters Directive 79/923/EEC⁴¹? Will any protective measures, including the microbiological standard, applicable to shellfish waters cease to apply after 2013?

Answer

When adopted in 2000, one of the main objectives of the Water Framework Directive (WFD, 2000/60/EC⁴²) was to simplify the number of instruments regulating EU water policy by establishing a coherent framework capable of managing all uses, pressures and impacts. In 2013, the Shellfish Water Directive (2006/113/EC⁴³) and other legal instruments will be repealed once the programme of measures under the first WFD River Basin Management Plan is fully operational. According to recital 51 and Article 4.9 of the WFD, at least the same level of protection afforded by the old legislation should be achieved by the implementation of the WFD.

The WFD clearly states that protection of water bodies used for the production of shellfish should be firmly established by Member States in the first WFD River Basin Management Plans (RBMP) to be adopted in December 2009, in accordance with the provisions of the Shellfish Water Directive. This means:

All areas designated under the Shellfish Water Directive must be included in the register of protected areas of the WFD.

The RBMP must establish specific objectives for those water bodies that, in addition to those set by the WFD (good ecological and good chemical status), offer at least the same level of protection as the Shellfish Water Directive. In particular this includes the microbiological parameter faecal coliforms. This level of protection for these existing areas should be maintained for the subsequent updates of RBMP.

In this context, it is worth recalling that according to the WFD Member States should submit the draft RBMP to public consultation in December 2008. The shellfish industry and other stakeholders should use the public consultation to verify that all shellfish waters are registered as protected areas and that the water quality objectives of the Shellfish Directive are adequately included in the RBMP.

In the context of the aquaculture strategy under preparation, the Commission Services are currently considering various options to ensure that new shellfish areas established after 2013 receive at least the same level of protection as existing designated areas.

⁴⁰ OJ L 327, 22.12.2000, p. 1.

⁴¹ OJ L 281, 10.11.1979, p. 47.

⁴² OJ L 327, 22.12.2000

⁴³ OJ L 376, 27.12.2006

Klausimas Nr. 69, pateikė Justas Vincas Paleckis (H-0928/08)

Tema: Dėl kompensacijų švietimo darbuotojus prarandančioms ES valstybėms

Aukščiausios kvalifikacijos karjerą pradedančių jaunų specialistų, taip pat mokslininkų ir pedagogų emigracija yra viena opiausių 21 amžiuje į ES įstojusių valstybių problemų. Didelė dalis studentų naudojami galimybe nemokamai įgyti aukštąjį išsilavinimą, kuris mokesčių mokėtojams kainuoja kelias dešimtis ir daugiau tūkstančių eurų. Po studijų savo šalyse jie susiranda daug geriau apmokamą darbą senosiose ES šalyse ir išvyksta ten dirbti. Kai kurios ES valstybės, siekdamos sumažinti neigiamas protų nutekėjimo pasekmes įpareigoja studentus dirbti šalyje, kurioje įgijo išsilavinimą, tiek pat laiko, kiek trunka mokymas. Sutartį pažeidęs asmuo turi kompensuoti visas su studijomis susijusias išlaidas.

Kaip EK vertina šią kai kurių ES valstybių priemonę sulaikyti jaunus specialistus, tarp jų mokslininkus ir pedagogus? Kokias kitas kompensacines priemones kvalifikuotus darbuotojus prarandančioms ES šalims ir jų švietimo sistemoms siūlo EK?

Answer

The Member States are free to organise their education systems and labour markets as they wish, as long as EC law is respected. The obligation on a young graduate to work for several years in the Member State in which he or she trained and to refund the training costs incurred if that obligation is not met could amount to a breach of the EC rules on free movement of workers.

The Court has held that the EC rules on freedom of movement of persons are intended to facilitate the pursuit by EU citizens of occupational activities of all kinds throughout the EU, and to preclude measures which may place EU citizens at a disadvantage where they wish to pursue an economic activity in the territory of another Member State. Provisions which preclude or deter a national of a Member State from leaving his or her country of origin in order to exercise his or her right to freedom of movement therefore constitute an obstacle to that freedom, even if they apply without regard to the nationality of the workers concerned⁴⁴. In the light of the case law, the Commission considers that the obligations at stake could amount to an obstacle to the fundamental freedoms guaranteed by the Treaty, in particular the free movement of workers as they might preclude or deter young graduates for several years from working in another Member State.

In accordance with the Court's case law, national measures liable to hinder or make less attractive the exercise of fundamental freedoms guaranteed by the Treaty must fulfil four conditions: they must be applied in a non-discriminatory manner (no difference on the basis of nationality); they must be justified by imperative requirements in the general interest; they must be suitable for securing the attainment of the objective which they pursue; and they must not go beyond what is necessary in order to attain it⁴⁵. A decision as to whether or not the national measures concerned could be justified would need to be made in the light of the details of those measures, which are not known to the Commission.

In general, skill shortages in the Member States are a multi-faceted challenge and are often caused by other factors in addition to emigration, such as greater demand for internal labour due to economic growth. The way that challenge is met depends very much on a country's specific situation. Typically, it will require a suitable policy mix, consisting of such components as measures to increase general labour-market participation, further improvements to education and vocational training, adequate pay and working conditions for public-sector employees, incentives for return migration and the facilitating of both internal labour mobility and immigration from outside the EU.

At all events, policies to retain young graduates would need to be well designed in order to avoid unintended consequences. For example, in many areas of research, it is vital for young scientists to go abroad for a certain period to gain experience, knowledge and international recognition in their fields, before returning to their home countries.

In the context of European research policy, one often refers to "brain drain" versus "brain gain". The Commission overall considers that international mobility is positive and, in an increasingly globalising world of research, even indispensable in terms of acquiring new knowledge and skills. Furthermore, researchers are traditionally among the most mobile as they tend to look for the best conditions in terms of infrastructure, financing and other working conditions. It is also worth noting that a community of researchers active in another country does not represent a net loss of intellectual input and potential. On the contrary, many members of the so-called "scientific diasporas" can be of benefit to their home country in that they often communicate and network with scientists at home.

⁴⁴ Case C-18/95 Terhoeve [1999] ECR I-345, paragraph 37.

⁴⁵ Case C-55/94 Gebhard [1995] ECR I-4165, paragraph 37.

As part of the integrated European strategy for training, mobility and career development of researchers, the Commission puts the emphasis on enhancing “brain circulation”, both within the EU and worldwide rather than on the more restrictive concepts of “brain drain” and “brain gain”. In the context of the European Research Area, “brain circulation” is closely linked with the Commission’s policy on increasing the attractiveness of European research in terms of quality of the research teams, infrastructures, salaries and career perspectives.

Pregunta nº 70 formulada por Maria Badia i Cutchet (H-0930/08):

Asunto: Comunicar sobre Europa en asociación

El Consejo adoptó el pasado 13 de octubre una declaración política titulada «Comunicar sobre Europa en asociación», que deberá ser también adoptada por el Parlamento y la Comisión. Este documento supone una continuación con respecto al Libro Blanco de Política Europea de Comunicación, presentada en febrero de 2006.

De cara a las próximas elecciones al Parlamento Europeo, en junio de 2009, se ha previsto una cooperación reforzada entre las instituciones comunitarias y los Estados miembros en el área de comunicación, con el fin de debatir e intercambiar mejores prácticas y desarrollar sinergias a la hora de transmitir nuestras prioridades a la ciudadanía.

En la declaración «Comunicar sobre Europa en asociación» se dice que, a la hora de implementar acciones de información y de comunicación, se promoverá el multilingüismo y la diversidad cultural.

¿Puede la Comisión ampliar la información sobre el enfoque de la comunicación institucional comunitaria de cara a las próximas elecciones al Parlamento Europeo?

¿Puede la Comisión aclarar en qué se concretará la promoción del multilingüismo en la implementación de acciones informativas y comunicativas?

Answer

The Commission, Parliament and Council signed the political declaration on Communicating Europe in Partnership on 22 October 2008. This is the first time that Parliament, Council and Commission have agreed on a common approach to communication. They recognised that communicating on the European Union requires a political commitment of EU institutions and Member States and that it is more efficient and effective, if communication is done in a coordinated way on priority issues.

Agreement on common communication priorities is at the centre of the political declaration. Inter-institutional Group on Information (IGI), co-chaired by representatives of each institution agreed that European Parliament elections are one of the four annual common priorities for 2009.

The Parliament and the Commission are involved in a non political awareness raising campaign. The Commission aims to work in close cooperation, to support and complement the communication efforts of the Parliament by demonstrating what exactly the EU has achieved in areas crucial to citizens.

The Commission is active in promoting multilingualism and cultural diversity in its communication policy in general and in its European Parliament election campaign in particular. The framework of Communicating Europe in Partnership will help to develop synergies with national, regional and local authorities as well as with representatives of civil society and therefore to adapt the campaign to multilingual and culturally diverse context.

The Commission Representations and the European Parliament Information Offices in Member States will cooperate with national authorities in order to set up joint activities adapted to national conditions. Successful implementation of the common communication priorities, including the European Parliament election campaign, may be ensured on the basis of appropriate administrative arrangements between the services at EU and national levels.

Activities and materials for this communication campaign are going to be produced in all the official languages of the EU. Among other measures, translators have been assigned to the Commission Representations in the Member States to serve local needs and help in communicating Europe in the language of its citizens.

Zapytanie nr 71 skierowane przez Zdzisław Kazimierz Chmielewski (H-0932/08)

Przedmiot: Inicjatywa Komisji Europejskiej dotycząca utworzenia wspólnotowych ram prawnych dotyczących europejskiej infrastruktury badawczej ERI

Inicjatywa Komisji Europejskiej dotycząca utworzenia wspólnotowych ram prawnych dotyczących europejskiej infrastruktury badawczej ERI (COM(2008)0467) skutecznie ułatwi udział w wielostronnych międzynarodowych przedsięwzięciach naukowych.

Uzasadnionym jest, aby Komisja zwróciła szczególną uwagę na zapewnienie rozwoju potencjału naukowo-badawczego Unii Europejskiej jako całości. Zasadnym jest zatem zagwarantowanie zrównoważonego rozmieszczenia ERI na obszarze całej Wspólnoty oraz wsparcie dla lokowania przedsięwzięć ERI w państwach o stosunkowo słabszym potencjale badawczym.

Jakie działania podjęła bądź zamierza podjąć Komisja, aby projektowany instrument służył wyrównywaniu dysproporcji w zakresie nowoczesnych technologii, potencjału badawczego i infrastruktur naukowych również na tych obszarach Wspólnoty, które dysponują słabszą infrastrukturą badawczą?

Answer

The Commission thanks the Honourable Member for his question on the draft Regulation for a European Research Infrastructure legal framework and on Commission actions to help less developed regions of Europe to close their scientific and technological gaps.

It should first be clarified that the ERI regulation is designed to facilitate the joint establishment and operation of large research facilities of European interest by Consortia led by several Member States and countries associated to the Community R&D Framework Programme.

It is intended for infrastructures that are at the frontier of scientific excellence and require major investments that go beyond the financial and scientific capacity of a single country. Planning and coordinating such projects between several European partners enables critical mass to be achieved and specialisation and mutual learning at European level. Many such projects have been identified by ESFRI (European Strategy Forum on Research Infrastructures) in their roadmap of 2006 (updated this year). They include infrastructures in many scientific fields, such as observatories for environmental sciences, data banks in genomics or state of the art large super computers.

Research infrastructures should help to safeguard scientific excellence of Community research and the competitiveness of its economy, as based on medium-term to long-term forecasts, through the efficient support of European research activities. To achieve this they should have the ambition to enhance European scientific capabilities beyond the current state of the art and thereby contribute to the development of the European Research Area.

The ERI legal framework was proposed by the Commission in response to the request of Member States for a tailor-made legal form to facilitate and speed up the construction of new research infrastructures involving several Member States, since current instruments have proven not suitable. ERIs will improve access and excellent research services to the European research community at large, to researchers from countries with many infrastructures as well as from countries with less infrastructures.

In relation to the geographical distribution of ERI, it should be noted that although the Commission will register eligible proposals for use of the ERI legal form, the planning as well as the financing of research infrastructures is clearly a competence of national authorities. It will be they that will present proposals and the Commission will register those that are eligible regardless of their locations. National authorities will decide together all the specific aspects, such as membership, contributions and location of the seat.

Nevertheless the Commission will seek to encourage new entities that represent added value in the European Research Area and encompass as far as possible regional partner facilities. Many large research facilities (for example 28 out of the 44 in the ESFRI roadmap) are distributed research infrastructures that will be based in several states, either because they must be physically distributed (e.g; environmental or geological monitoring) or because the centres of scientific excellence are distributed. Such distributed structures, already stimulated through the "Integrated Activities" supported within the 6th and 7th Framework Programmes for Research and Technological Development (FP6 and FP7), will pave the way towards a balanced development of the European Research Area.

Furthermore, the Commission will seek to encourage as far as possible open access to research infrastructures for scientists and engineers from a wide geographical area. It will particularly seek to promote access based on scientific excellence or need, rather than solely based on ability to pay.

Community funding for infrastructures is available under Cohesion Policy, in conformity with the relevant Community legislation. Indeed the Commission has recently published a guide to using and combining funding from various Community sources (research, cohesion and competitiveness funding)⁴⁶. Convergence regions could make smart use of structural and cohesion funds in order to leverage financing from European research infrastructures and to submit convincing candidatures for hosting these.

Finally, it should be noted that the Commission supports the scientific and technological development of the potential of Regions through FP7 specific activities under the Capacities programme.

In conclusion, the new legal framework of the ERI will be open to eligible proposals from partners throughout the European Union and countries associated to the research framework programme. The Commission will continue to encourage those countries that are relatively weak in research performance to invest and catch up, but it will be for those countries' national administrations to join in presenting eligible proposals.

Pergunta n° 72 do Paulo Casaca (H-0933/08)

Assunto: Negociações entre a Comissão Europeia e as autoridades iranianas sobre formas de perseguir a oposição iraniana

Pode a Comissão Europeia fornecer-me a acta da reunião realizada entre a Comissão Europeia e as autoridades iranianas no dia 6 de Outubro de 2008 sobre as formas mais eficazes de perseguir a oposição iraniana?

Pode a Comissão Europeia explicar-me qual a base legal para prosseguir negociações desse tipo com as autoridades iranianas?

Pode a Comissão Europeia tornar públicos os compromissos que assumiu perante as autoridades iranianas de tudo fazer para tornar as decisões do Tribunal de Justiça que anularam a designação, pelo Conselho, da OMPI como organização terrorista?

Answer

The 6 October 2008 meeting referred to in the answer previously provided by the Commission to the Honourable Member's question E-5142/08 was not between the Commission and the Iranian authorities. In its capacity as EU Presidency, the French Foreign Ministry summoned the Iranian Ambassador in Paris to raise a series of human rights cases.

The Commission has never given to the Iranian authorities any of the 'undertakings' alleged by the Honourable Member.

Question no 73 by Glenis Willmott (H-0935/08)

Subject: Substances toxic for reproduction

I would like to draw the Commission's attention to the adoption of the European Parliament's resolution on the EU's Health Strategy (P6_TA(2008)0477) in which the European Parliament overwhelmingly stated that Directive 2004/37/EC⁴⁷ on occupational exposure to carcinogens and mutagens does not adequately cover European citizens at work from exposure to substances toxic for reproduction and consequently urged the Commission to include substances toxic for reproduction into its forthcoming proposal for amendment of this same Directive.

In light of this can the Commission confirm that in the interests of workers' health it is giving its full consideration to this request, backed by 554 Members of the European Parliament?

⁴⁶ ftp://ftp.cordis.europa.eu/pub/fp7/docs/practical-guide-eufunding_en.pdf

⁴⁷ OJ L 158, 30.4.2004, p. 50.

Réponse

La Commission attache une importance particulière à la protection des travailleurs contre les risques résultant de leur exposition aux substances toxiques pour la reproduction. A cet égard, elle rappelle que la législation communautaire en matière de santé et de sécurité au travail, et notamment la directive 98/24/CE⁴⁸, fixe des prescriptions minimales pour la protection des travailleurs.

Ces prescriptions incluent des dispositions concernant l'évaluation, la prévention et la gestion des risques qui s'appliquent à toutes les substances chimiques dangereuses présentes sur les lieux de travail, y compris les substances toxiques pour la reproduction. En particulier, les principes généraux de prévention exigent que les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs soient éliminés ou réduits au minimum.

La Commission rappelle qu'elle a lancé les deux phases de consultation des partenaires sociaux sur le thème de la protection des travailleurs contre les risques causés par leur exposition à des agents cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction. Sur la base des résultats de cette consultation, la Commission étudie actuellement l'opportunité de modifier la législation communautaire dans ce domaine.

Question no 74 by Jacek Protasiewicz (H-0937/08)

Subject: Progress in the negotiations with the Belarusian authorities in the context of possible abuse of the criminal code against political and civil activity

Having in mind the declaration by Mr Aleksandr Lukashenka in the interview for the *Wall Street Journal* that he is ready to free all political prisoners;

In view of the fact that Mr Alyaksandr Barazhenka is being held in custody pending his trial for the January demonstration, despite his voluntary appearance at the Minsk city police department on 27 October for questioning, and is not allowed to face the charges without being kept in custody, which would be a common practice in democratic countries;

Following similar cases, as well as the sentences of restricted freedom imposed on the other opposition activists in Belarus;

Is the Commission aware of this situation? Has the Commission already called on the Belarusian authorities for an immediate release of Mr Barazhenka and a review of similar cases? If not will the Commission make this issue one of the subjects of its negotiations with the representatives of the Belarusian Government?

Answer

The Commission is aware of and shares the Honourable Member concern regarding the case of Mr Barazhenka, who in the meantime stood trial on 8-9 December. Before the trial, Mr Barazhenka was unduly held in custody since end-October.

Mr Barazhenka was sentenced to 1 year of restricted freedom for his participation in an unauthorised demonstration in January. He will reportedly appeal the sentence against him.

In her statement of 21st November, the Commissioner in charge of External Relations and Neighbourhood policy, while commending recent positive steps taken by Belarus, made it clear to the Belarusian authorities that the EU was following closely the case of Mr Barazhenka. She highlighted in particular that it is essential for the EU that Belarus remains "a country without political prisoners". In this regard, she has taken note of the case of Mr Barazhenka and warned that the EU would closely follow his trial.

The Commission has brought up the case of Mr Barazhenka in its meetings with Belarusian authorities on several occasions.

This is a serious matter and the Commission will continue to follow the issue closely and to raise it further with the Belarusian authorities.

⁴⁸ Directive 98/24/CE du Conseil du 7 avril 1998 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail (quatorzième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE), JO L 131 du 5.5.1998.

In this context, the fact that the 13 October Council decided to partially suspend sanctions against Belarus for a 6 month period, at the end of which the situation will be reassessed, enables us to convey a clear message on what democratic steps we expect from Belarus and in particular that there should be no back-sliding on political prisoners.

Vraag nr. 75 van Johan Van Hecke (H-0938/08)

Betreft: Schuldvermindering voor Haïti

De huidige situatie in het straatarme Haïti wordt de grootste milieucrisis van de planeet genoemd. Terwijl het land te kampen heeft met zware stormen, is 98 % van alle bossen gekapt voor brandstof, waardoor een gewone storm al leidt tot overstromingen. Volgens experts zal het nog jaren duren voordat het land ook maar de helft van het voedsel kan verbouwen nodig om de bevolking te voeden. En dit enkel door een massale injectie van geld en energie in waterscheiding, essentiële diensten en voedselzekerheid.

Tegen deze achtergrond is het absurd dat Haïti 5 maanden moet wachten op een forse schuldkwijtschelding van de Wereldbank en het Internationaal Monetair Fonds. Tegelijk is de intrede van Haïti in de groep van landen met een zware schuldenlast (HIPC) uitgesteld. Voor de heropbouw van het land is het noodzakelijk dat de aandeelhouders van de Wereldbank samen bekijken hoe ze de schuld van het land zo snel mogelijk kunnen kwijtschelden. Hoe staat de Europese Commissie tegenover dit uitstel en zal zij in het licht hiervan iets ondernemen ?

Réponse

Haïti a passé l'étape de décision et reste éligible pour atteindre le point d'achèvement sous l'initiative des Pays pauvres très endettés gérée par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International (FMI). Il est important de souligner que les progrès d'Haïti sur cette voie sont bien au-dessus de la moyenne, ce qui permettra le moment venu une annulation de sa dette pour un montant de 650 millions de dollars US.

Selon un calendrier prévisionnel, la décision de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE a été renvoyée à juin 2009 suite à l'annonce du FMI et de la Banque Mondiale qu'Haïti ne remplit pas toutes les conditionnalités de déboursement à ce stade. Une condition essentielle était la loi de passation des marchés qui aurait dû être votée au Parlement endéans les 6 mois de la présentation du Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP – Novembre 2007). Or à ce jour, il existe un décret sur les marchés publics mais ce dernier n'a pas encore été promulgué en loi. L'application soutenue des critères vise la durabilité des résultats espérés de la réduction de la dette.

Les institutions internationales ainsi que l'ensemble des partenaires essaient de surmonter cette situation. Ainsi, par exemple, la Banque Inter-américaine de Développement (BID) a annoncé un report de remboursement d'un an du paiement de sa dette ainsi que le gel des encaissements du service de la dette de la République d'Haïti.

La Commission continue d'être favorable aux initiatives visant la réduction de la dette d'Haïti en vue d'une accélération du développement économique et social du pays. La Commission reste engagée à soutenir les efforts des autorités et du peuple haïtien ainsi qu'à mettre en œuvre un programme ambitieux de développement qui garantira les acquis durables et générateurs de progrès. A cette fin, dans le cadre du 10^{ème} Fonds Européen de Développement (FED), la Commission mettra à la disposition d'Haïti une allocation de 291 millions € en fonds programmables pour soutenir les infrastructures routières, processus de décentralisation, le secteur de la justice et le cadre macro-économique général. Indépendamment de cela, la Commission offre aux victimes des récentes inondations le soutien nécessaire en vue d'améliorer la situation humanitaire de la population.

Question no 76 by Caroline Jackson (H-0941/08)

Subject: Public collection of waste batteries

The deadline for transposition of the 'Batteries Directive' (Directive 2006/66/EC⁴⁹ of the European Parliament and of the Council of 6 September 2006 on batteries and accumulators and waste batteries and accumulators) passed on 26

⁴⁹ OJ L 266, 26.9.2006, p. 1.

September 2008. In the view of the Commission, does a Member State need to issue a hazardous waste management licence for any collection point set up for domestic batteries in public buildings, schools, supermarkets etc?

Answer

According to Article 8(1) of the "Batteries Directive" (Directive 2006/66/EC⁵⁰) "Member States shall ensure that appropriate collection schemes are in place for waste portable batteries and accumulators. Such schemes: (a) shall enable end-users to discard waste portable batteries or accumulators at an accessible collection point in their vicinity, having regard to population density; ...".

According to Article 8(1) of the Batteries Directive, collection points set up for waste portable batteries and accumulators including domestic batteries shall not be subject to the registration or permit requirements of Directive 2006/12/EC on waste⁵¹ (Waste Framework Directive) or Council Directive 91/689/EEC of 12 December 1991 on hazardous waste⁵². Therefore a Member State does not need to issue a hazardous waste management licence (or permit) for any collection point set up for domestic batteries in the vicinity of end-users, including public buildings, schools, supermarkets etc.

These provisions are in line with the recently revised Waste Framework Directive, Article 20 of which reads that Articles 17 (control of hazardous waste), 18 (ban on the mixing of hazardous waste), 19 (labelling of hazardous waste) and 35 (record keeping provisions) shall not apply to mixed waste produced by households. Also, Articles 19 and 35 shall not apply to separate fractions of hazardous waste produced by households until they are accepted for collection, disposal or recovery by an establishment or an undertaking which has obtained a permit or has been registered in accordance with Articles 23 or 26.

Question no 77 by Karin Riis-Jørgensen (H-0942/08)

Subject: Liberalisation of the national gambling monopoly

Between 6 and 8 November 2008 in Greece (Athens and Thessaloniki), two intermediaries from a private sports betting operator licensed and regulated in the EU were arrested and detained by the Greek authorities along with three customers for violating the Greek sports betting monopoly legislation.

That legislation is already the subject of a Reasoned Opinion sent by the European Commission on 28 February 2008 in the wider context of infringement proceedings launched against 10 Member States over the last two and a half years.

Given Paragraph 73 §4⁵³ of the Placanica ruling by the ECJ (C-338/04) does the Commission find such arrests disproportionate?

Why is the Commission not proceeding more rigorously and referring to the ECJ countries at Reasoned Opinion level like Greece or Denmark, Sweden, Finland, and the Netherlands, which have clearly, through actions like the ones above in Greece, or through complete inaction, showed that they refuse to comply with the EU Treaty?

Answer

In reply to the oral question of the Honourable Member, the Commission recalls that it opened infringement cases against many Member States regarding restrictions, notably in form of criminal sanctions, on freedom to provide sports betting services by gaming operators who were granted a license in another Member State, estimating that these restrictions were incompatible with Article 49 of the EC Treaty.

The Commission shares the opinion of the Honourable Member that the arrests in Greece of two intermediaries from a private sports betting operator licensed in another EU Member State might be disproportionate and incompatible with

⁵⁰ OJ L 266, 26.9.2006, p. 1.

⁵¹ OJ L 114, 27.4.2006, p. 9

⁵² OJ L 377, 31.12.1991, p. 20. Directive as last amended by Regulation (EC) No 166/2006.

⁵³ Articles 43 EC and 49 EC must be interpreted as precluding national legislation, such as that at issue in the main proceedings, which imposes a criminal penalty on persons such as the defendants in the main proceedings for pursuing the organised activity of collecting bets without a licence or a police authorisation as required under the national legislation, where those persons were unable to obtain licences or authorisations because that Member State, in breach of Community law, refused to grant licences or authorisations to such persons.

Articles 43 and 49 of the EC Treaty, provided that, as clearly mentioned in the Placanica Judgment⁵⁴ of the European Court of Justice, the Member State at issue refused to grant licenses or authorisations in breach of Community law. According to the Gambelli Judgment⁵⁵ of the Court of Justice such a breach of Community law exists when a Member State does not pursue a policy aiming at genuinely reducing gambling opportunities in a consistent and systematic manner.

However, for some time now, Member States' reluctance to accept the European dimension of this issue appears to be changing. This follows the opening by the Commission of infringement proceedings against 10 Member States in relation to the restrictions which they impose on the cross border provision of sports betting services. This has led some Member States to consider adopting new laws and a number of them are now discussing their proposals with the Commission. The Commission intends to examine the pending infringement cases again in 2009.

Vraag nr. 78 van Ivo Belet (H-0943/08)

Betreft: Jaarlijkse jacht op grienden voor de kusten van de Faeröereilanden

In haar antwoord op vraag P-3855/08 zegt de Commissie binnen het IWC naar een oplossing te streven voor de grienden die jaarlijks voor de kusten van de Faeröereilanden geslacht worden.

Gaat de Europese Commissie er dus mee akkoord dat de wijze waarop de grienden worden geslacht in de Faröerwateren geenszins strookt met het dierenwelzijnsbeleid van de EU?

Kan de Commissie meedelen wat de stand van zaken is in deze zaak? Welke initiatieven zijn genomen en plant de Commissie nog te nemen?

Is de Europese Commissie bereid deze praktijk aan te kaarten in bilateraal overleg met de Faeröereilanden?

Answer

The Commission is very committed to the protection of all cetaceans (whales, dolphins and porpoises) and would like to recall that within the EU, the capture or killing of cetaceans is prohibited under Council Directive 92/43/EEC of 21 May 1992 on the conservation of natural habitats and of wild fauna and flora⁵⁶, which includes obligations arising from the Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats, also known as the Bern Convention. The sale or exchange of cetaceans is also prohibited by EU Member States according to the same Directive. In addition, the introduction of cetaceans into the Community for primarily commercial purpose is banned, pursuant to Council Regulation 338/97/EC on the protection of species of wild fauna and flora by regulating trade therein⁵⁷, which implements the provisions of the Convention on International Trade in Endangered Species (CITES) in the EU.

However, the pilot whale hunt mentioned is conducted in the Faroe Islands, which is not part of the EU, so EU legislation and policy do not apply there. Moreover, while Denmark is a member of the Bern Convention, in its instrument of ratification it made a declaration stating that the Convention does not apply to Greenland and the Faroe Islands. Accordingly, the Commission has unfortunately limited possibilities to intervene directly in this case. The Commission will, however, look into the best possible ways to raise this sensitive issue with the relevant authorities.

At international level whales are protected by the International Whaling Commission (IWC) which is an international organisation for the conservation and management of whales. Unfortunately, however, the hunting of pilot whales is not regulated by the IWC, as to date there is no agreement about the IWC's competence for small cetaceans. In the context of the ongoing debate about the future of the IWC, the Commission does hope, however, that the EU together with other parties to the IWC will be able to also address the issue of small cetaceans. For the purpose of having a coordinated EU position at the meetings of the IWC, on 6 November 2008 the Commission submitted a proposal to the Council⁵⁸.

⁵⁴ ECJ, 6/03/07, Placanica, C-338/04

⁵⁵ ECJ, 6/11/03 Gambelli, C-243/01

⁵⁶ OJ L 206, 22.7.1992

⁵⁷ OJ L 61, 3.3.1997

⁵⁸ Proposal for a Council Decision establishing the position to be adopted on behalf of the European Community with regard to proposals for amendments to the International Convention on the Regulation of Whaling and its Schedule, COM(2008) 711 final

KYSYMYS NRO 79 Ari Vatanen (H-0944/08)

Aihe: Alkoholien kaukomyynnin (etäkauppa) ja etäoston käsitteet arvonlisäverotuksessa

Alkoholien kuluttajakauppaa koskevassa eurooppaoikeudessa (kuudes neuvoston direktiivi 77/388/ETY⁵⁹ ja direktiivillä 91/680/ETY⁶⁰ tehty lisäys) erotetaan toimitustavan perusteella käsitteet (i) kaukomyynti (etäkauppa) ja (ii) etäosto. Tuotteiden toimitustavan perusteella ratkaistaan, maksetaanko myynnin arvonlisävero lähtö- vai määrämaahan.

Kun kuluttaja hankkii toisesta jäsenvaltiosta alkoholia, jonka myyjä tai joku myyjän puolesta lähettää tai kuljettaa kuluttajalle määrämaahan, on kyse kaukomyynnistä (etäkaupasta). Kaukomyynnissä alkoholien myynti arvonlisäverotetaan aina kuljetuksen määrämaassa myynnin määrästä riippumatta. Kun on kyse kuluttajalle tapahtuvasta kaupasta, alkoholien luovutus katsotaan tapahtuvaksi määrämaassa.

Etäostosta on kyse, kun kuluttaja myyjän asemasta järjestää itse tuotteiden kuljetuksen lähtömaasta määrämaahan. Etäostossa alkoholien myynti arvonlisäverotetaan aina lähtömaassa. Alkoholien luovutuspaikkana on paikka, jossa tuote on kuljetuksen alkaessa.

Voiko alkoholia Internetissä kuluttajalle etäostona kauppaava toimija julkaista omilla Internet-sivustoillaan kolmannen osapuolen kuljetuspalveluja koskevia mainoksia ilman että hänen toimintansa olisi katsottava kaukomyynniksi? Asialla on merkitystä arvioitaessa verotetaanko myynnin arvonlisä lähtö- vai määrämaassa.

Answer

Concerning VAT on supplies of alcohol to private consumers, it follows from Article 33 of the VAT Directive (2006/112/EC⁶¹) that a supply of goods subject to excise duty with transport by or on behalf of the supplier shall be taxed where the goods are located at the time when dispatch or transport of these goods ends. For supplies of goods transported by or on behalf of the customer, the place of taxation is the place where the goods are located at the time when the transport of the goods to the customer begins, according to Article 32 of the VAT Directive.

When the vendor advertises at the same time on its website both goods subject to excise duty and the way to transport them to the customer, without the necessity for the customer to be present in the Member State where the vendor is located, the situation could be considered as constituting an abusive practice in order to transform artificially, for VAT purposes, a supply of goods transported by or on behalf of the vendor into a supply of goods transported by or on behalf of the customer (ECJ, Judgement of 21 February 2006, Case C-255/02 Halifax plc). In such a situation, the economic reality should be taken into account and the transaction could be re-qualified and treated, for VAT purposes, as a supply of goods subject to excise duty transported by or on behalf of the vendor, taxable in the Member State where the transport to the consumers ends. Such a situation has, anyway, to be assessed on the basis of the facts of the individual case.

Ερώτηση αρ. 80 του κ. Αθανασίου Παφίλη (H-0948/08)

Θέμα: Απάνθρωπες συνθήκες κράτησης στις φυλακές

Το τελευταίο διάστημα στην Ελλάδα, οι κρατούμενοι στις φυλακές πραγματοποίησαν μαζική απεργία πείνας, διαμαρτυρόμενοι για την απάνθρωπη κατάσταση που επικρατεί σε αυτές, η οποία και επιδεινώνεται ως αποτέλεσμα των πολιτικών επιλογών των κυβερνήσεων της ΝΔ και του ΠΑΣΟΚ, στα πλαίσια και των κατευθύνσεων της ΕΕ.

Συγκεκριμένα, παρατηρείται μεγάλη συμφόρηση των φυλακών, κυρίως από υπόδικους αλλά και αλλοδαπούς κρατούμενους, για το μόνο λόγο ότι εισήλθαν παράνομα στη χώρα, αύξηση των αυτοκτονιών, κακομεταχείριση και παραβίαση θεμελιωδών δικαιωμάτων τους, έλλειψη επαρκούς αριθμού ειδικευμένου ιατρικού και νοσηλευτικού προσωπικού, απουσία προγραμμάτων απεξάρτησης χρηστών, έλλειψη ειδικής μέριμνας για τους ανήλικους, απαγόρευση της πρόσβασης στις φυλακές επιστημονικών και κοινωνικών φορέων καθώς και πολιτικών κομμάτων κ.ά.

Πώς τοποθετείται η Επιτροπή σε αυτή την απαράδεκτη κατάσταση που έχει δημιουργηθεί στις φυλακές και την παραβίαση βασικών δικαιωμάτων των κρατουμένων;

⁵⁹ EYVL L 145, 13.6.1977, s.1.

⁶⁰ EYVL L 376, 31.12.1991, s. 1.

⁶¹ Council Directive 2006/112/EC of 28 November on the common system of value added tax, OJ L 347, 11.12.2006.

Answer

The Commission does not carry out checks on detention conditions in the Member States. The European authority responsible for this type of checks is the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (the CPT Committee), which is a body under the Council of Europe. However, the Commission follows closely the reports of the CPT Committee keeping in mind also the second paragraph of Article 6 of the Treaty on European Union (TEU) providing that the Union shall respect fundamental rights as guaranteed by the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (ECHR) and as they result from the constitutional traditions common to the Member States, as general principle of Community law. In this context, it should be mentioned that, according to the case law of the European Court of Human Rights, unacceptable detention conditions also can constitute a violation of Article 3 (prohibition of torture) of the ECHR even where there is no evidence that there was a positive intention of humiliation or debasing a detainee. From this follows that Greece, must treat detainees with dignity and in conformity with the applicable international standards.

Fråga nr 82 från Olle Schmidt (H-0951/08)

Angående: Statligt ägda biltillverkare

I samband med 1970-talets ekonomiska kris nationaliserades många stora industriföretag. Ett flertal företag som inte förstatligades mottog istället stora summor i lån eller stöd. I mitt hemland Sverige fick särskilt varvsindustrin, som idag är helt utflyttad, tillgång till subventioner. I andra länder var det biltillverkarna som hade problem med lönsamheten. Nationella prestigemärken som Chrysler, Rolls Royce och Renault räddades av respektive lands skattebetalare.

Det verkar nu som om kreditkrisen övergått med full kraft i en global lågkonjunktur. Återigen står den bensinslukande bilindustrin på randen till konkurs. För Sveriges del är detta problematiskt eftersom både Volvo och SAAB har en betydande del av sin produktion där. Den senaste veckan har det framkommit uppgifter i media (bland annat i Financial Times 1.12.2008) att de amerikanska ägarna till Volvo och SAAB fört samtal med den svenska regeringen om ett statligt övertagande av de krisdrabbade tillverkarna. Vi vet också att liknande samtal pågår mellan biltillverkare och regeringar i många andra länder.

Min fråga är därför om kommissionen ser några faror med statligt ägda och drivna industriföretag?

Answer

Article 295 of the EC Treaty stipulates that "the rules in Member States governing the system of property ownership" shall not be prejudiced by the Treaty. This principle means that the Treaty does not favour private or public ownership of a company. The implementation of such a principle presupposes that public entities which are shareholders or responsible for the operating of a company act in a way similar to that of private actors. As has been confirmed by the European Court of Justice (in case C-174/04, *Commission v Italy*, §32): "Treaty provisions on the free movement of capital do not draw a distinction between private undertakings and public undertakings".

Indeed, especially in its application of state aid rules, the Commission distinguishes cases in which public entities act as private actors, and those in which public ownership or public intervention in the ownership or management of a company are justified by public or other State considerations. This distinction is implemented through the application of the so-called "market economy investor principle". According to that principle, behaviour of a public shareholder or public operator is compared with what a private operator based on market economy considerations only would have done in the same situation: this implies that the rationale for such a public investment, its conditions and its remuneration are examined. If the public intervention does not stand up to the market economy investor test, then the Commission considers that this intervention contains state aid elements, the compatibility of which with the common market has to be assessed.

Therefore, under Community law and in compliance with the market economy investor principle, nationalisation or partial public investment in companies (independent of the sector) as such is in principle not prohibited. However, in cases in which State interventions fail to meet the market economy investor test, these measures have to be examined by the Commission in order to assess their compatibility with state aid rules.

In the current financial and economic crisis, it seems difficult to reconcile public interventions in order to support failing companies or firms in a sector facing difficult times ahead, with a market economy investor behaviour. From that point of view, potential public investment in e.g. Volvo or Saab (though these projects seem to have been abandoned) would indeed need to be assessed carefully as for their compliance with state aid rules.

Ερώτηση αρ. 83 της κ. Κατερίνας Μπατζελή (H-0953/08)

Θέμα: Η νομολογία του ΔΕΚ περί αναγνώρισης πτυχίων βάσει δικαιόχρησης και η επέμβαση στην εθνική αρμοδιότητα περί οργάνωσης των εκπαιδευτικών συστημάτων

Στις 23 Οκτωβρίου 2008 το Δικαστήριο Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων (ΔΕΚ) εξέδωσε την απόφασή του C-274/05 σύμφωνα με την οποία η Ελλάδα υποχρεούται να αναγνωρίζει τα επαγγελματικά δικαιώματα από παραρτήματα ιδρυμάτων άλλων κρατών μελών (τίτλοι δικαιόχρησης).

Υποχρεούται η χώρα υποδοχής να αναγνωρίζει τη λειτουργία στην επικράτειά της εκπαιδευτικών ιδρυμάτων τα οποία δεν συνάδουν με τις βασικές αρχές της εθνικής εκπαιδευτικής πολιτικής και του εθνικού της δικαίου;

Κατά πόσο απαιτείται άμεση αξιολόγηση της εφαρμογής της οδηγίας 2005/36/EK⁶², αλλά και της προγενέστερης 89/48/ΕΟΚ⁶³ ως προς το πεδίο των επιπτώσεων της εφαρμογής της αναγνώρισης των επαγγελματικών δικαιωμάτων στα εθνικά εκπαιδευτικά συστήματα και τις διατάξεις 149 και 150 της Συνθήκης ΕΚ περί της εθνικής αρμοδιότητας επί των εκπαιδευτικών ζητημάτων;

Δεδομένου ότι το ζήτημα αυτό δημιουργεί ασάφεια και προβλήματα στην κοινοτική και εθνική νομοθεσία, υποχρεώνοντας τους πολίτες να προσφεύγουν στο ΔΕΚ, δεν απαιτείται νέα πρόταση της Επιτροπής σχετικά με τα όρια ανάμεσα στην υποχρέωση αναγνώρισης των επαγγελματικών προσόντων και την αρμοδιότητα των κρατών μελών να αναγνωρίζουν τους εκπαιδευτικούς τίτλους, κατά τρόπο ώστε να αποφευχθούν οι κίνδυνοι ισοπέδωσης μεταξύ χωρών με τεράστιες διαφορές στα εκπαιδευτικά τους συστήματα;

Answer

On 23.10.2008⁶⁴ the European Court of Justice (ECJ) confirmed that Greece failed to fulfil its obligations under Directive 89/48/EEC⁶⁵ because it did not recognise the diplomas awarded by the competent authorities of other Member States following education and training provided by a private body in Greece on the basis of a franchise agreement. The Court added that this conclusion does not call into question the responsibility of Greece for the content of teaching and the organisation of the education system. Since however the diplomas in question were awarded by the competent authorities of other Member States solely in the light of the applicable rules within the framework of their respective education and training systems, diplomas awarded on completion of education and training provided within the framework of homology (franchise) agreements do not fall, in the context of Directive 89/48/EEC, within the Greek education system. By this ruling the ECJ confirms its earlier ruling in the case Neri⁶⁶ against Italy of 2003 in which it had clarified that the refusal to recognise a qualification delivered through a franchise agreement for the only reason that education was not delivered on university premises was contrary to Community law.

These two judgments, one directly and one indirectly, establish that Greece's legislation is not in line with Community law when Directive 89/48/EEC was still in force. Greece continues not to be in compliance with EU legislation as it still has not yet implemented Directive 2005/36/EC⁶⁷ on the recognition of professional qualifications which repealed Directive 89/48/EEC and which is applicable since 20.10.2007. It needs to be stressed that Article 53 of this Directive gives Member States expressly the right to verify a number of elements linked to ie. franchise diplomas, such as the formal validity of the certification of training courses followed in another Member State by the Member State of origin, the identity of the diploma with one which was awarded after a course has been followed entirely in the Member State of origin or the identity of the professional rights conferred.

On 4.12.2008 the ECJ rendered two new judgments⁶⁸ against Greece by which he expressly confirmed the conclusions of C-274/05 and ruled that Greece infringed EU law by not recognising franchise diplomas.

⁶² EE L 255 της 30.9.2005, σελ. 22.

⁶³ EE L 19 της 24.1.1989, σελ. 16.

⁶⁴ ECJ C - 274/05, Commission against Greece, 23.10.2008.

⁶⁵ Council Directive 89/48/EEC of 21.12.1988 on a general system for the recognition of higher-education diplomas awarded on completion of professional education and training of at least three years' duration, OJ L 19 of 24.1.1989.

⁶⁶ ECJ C - 153/02, Valentina Neri, 13.11.2003.

⁶⁷ Directive 2005/36/EC of the European Parliament and of the Council of 7 September 2005 on the recognition of professional qualifications, OJ L 255/22, 30.09.2005.

⁶⁸ ECJ C-84/07, Commission against Greece, 4.12.2008; ECJ C-151/07, Khatzithanasis v Ipourgos Igeias kai Kinonikis Allilengiis, 4.12.2008.

The most recent jurisprudence of the ECJ and the secondary legislation at EU level on the recognition of professional qualifications, Directive 2005/36/EC, clearly establish the framework of how Greece should deal with franchise diplomas obtained by qualified professionals. There is no legal uncertainty and therefore no need for a new proposal.

Pregunta nº 84 formulada por Salvador Domingo Sanz Palacio (H-0954/08):

Asunto: Plan de recuperación del sector del automóvil

El sector del automóvil es un sector estratégico y vital para la economía de la UE, tanto por lo que representa en su PIB como por los puestos de trabajo, directos e indirectos, que dependen de esta industria. La adopción de medidas específicas de apoyo para este sector que garanticen su viabilidad y sus puestos de trabajo debe ser una prioridad para la UE. El Plan de recuperación del crecimiento y del empleo presentado por la Comisión propone algunas medidas que deben ser completadas con planes específicos desarrollados por cada Estado miembro. Las primeras medidas de urgencia deben ir dirigidas a evitar el cierre de plantas productoras y la pérdida de puestos de trabajo. ¿Qué flexibilidad van a tener los Estados miembros para aplicar en sus programas de apoyo ayudas de Estado dirigidas específicamente a la industria automovilística? ¿A qué fines podrán destinarse las ayudas de Estado que se otorguen bajo esta flexibilidad y qué condiciones deberán cumplir?

Answer

As stated by the Honourable Member, the Commission has indeed announced a Recovery Plan for growth and jobs, to boost demand and restore confidence in the European economy. Within this context, the Commission is considering to propose Member States to grant additional State aid measures, applicable only for a limited period of time.

Among the envisaged measures, the Commission could allow Member States to grant aid in the form of guarantees and subsidised loans. Of course, the approval of these measures will be subject to certain conditions and maximum amounts and should be discussed with Member States. These initiatives are not targeted to one specific sector of the economy but aim at helping businesses to overcome difficulties in obtaining financing resulting directly from the recent crisis.

It is important to recall that since the beginning of the crisis, the Council has emphasised the need to maintain the application of competition rules. The Commission must ensure a level playing field for European companies, avoiding subsidy races between Member States, which would be non-sustainable and detrimental to the EU as a whole. For this reason the Commission is prudent as regards any possible "flexible application" of the State aid rules. The current State aid framework already provides a significant number of possibilities for granting State aid to all sectors, including the car industry.

On the supply side, the R&D&I framework allows State aid for the development of green technologies, provided that there is a market failure and that the aid has an incentive effect and is proportionate. Environmental aid is also available for companies improving Community environmental standards on their production process. In addition, other rules are available to address problems faced by SMEs further down the supply chains. In particular, the General Block Exemption Regulation provides a wide panoply of aid measures with minimal administrative burden.

Subsidised guarantees may help to address some of the car industry's problems, as well as problems faced by their suppliers. However, once a company gets into a situation where not even a subsidised guarantee will be available to it, the rescue and restructuring rules might become applicable. Therefore, at this stage, the Commission does not see the need to draw up a specific sectoral framework for the car industry.

Finally, it should be noted that loans granted to car industries by the European Investment Bank are non subsidised loans since they are provided at market price.

Anfrage Nr. 85 von Hans-Peter Martin (H-0957/08)

Betrifft: Fehleinschätzungen bezüglich der Risiken durch fehlende Regulierung von Finanzmärkten

Hat es Fehleinschätzungen seitens der Kommission bezüglich der Risiken, die durch (fehlende) Regulierung der Finanzmärkte entstehen, gegeben? Worin bestanden diese Fehleinschätzungen?

Welche konkreten langfristig orientierten Maßnahmen schlägt die Kommission vor, um die von den Finanzmärkten ausgehenden Risiken zu minimieren?

Erwägt die Kommission eine EU-weit einheitliche Kernkapitalquote für Banken? Wie hoch soll die Kernkapitalquote bei Banken sein?

Erwägt die Kommission eine EU-weite Mindesteigenkapitalquote bzw. eine Leverage Ratio auch für andere Finanzinstitutionen wie Kapitalanlagegesellschaften, Hedge-Fonds, Versicherungen oder für einzelne strukturierte Finanzinstrumente?

Answer

The Commission may propose legislation in relation to financial markets. However, responsibility for implementation and effective enforcement rests with Member State regulators (and at the global level, with third country financial regulators.)

Right from the start of the financial crisis over a year ago, the Commission has acted with Member States to ameliorate the situation and propose longer term remedies as appropriate. In recent months, the Commission has tabled proposals amending the Capital Requirements Directive, the Deposit Guarantee Schemes Directive and rules on fair value accounting. The Commission has also adopted a proposal for a Regulation on Credit Rating Agencies. Moreover, the Commission has commissioned work on executive pay and derivatives, and is releasing a consultation paper on hedge funds. Moreover, a High Level Group of experts under Jacques de Larosière has been tasked with coming forward with recommendations on, inter alia, cross-border supervision. Finally, the Commission has announced a paper on the future of financial market regulation for Summer 2009.

As regards the specific questions on capital, minimum equity and leverage ratios, these are being debated in different fora. The Commission is actively involved in the Basel II work on these issues, and is also monitoring developments in the markets to determine the appropriate way forward. In this context, the issues raised by the Honourable Member will be looked at in detail. However, it would appear premature to give concrete signals in any particular direction at this point in time.

As laid out above, the Commission has tabled a large number of proposals this year and expects this pace of work to continue over the next months.

This is a brief summary of what the Commission has been working on in this field. The Commission is of course available for further information if so wished by the Honourable Member.

Pergunta nº 86 do Pedro Guerreiro (H-0960/08)

Assunto: A defesa da produção e do emprego no sector do têxtil e do vestuário em diferentes países que integram a União Europeia

Na sequência da sua resposta à pergunta H-0866/08⁶⁹ sobre a (eventual) expiração a 31 de Dezembro de 2008 do sistema comum de vigilância relativamente às exportações de certas categorias de produtos têxteis e de vestuário da China para diferentes países da União Europeia, e tendo em conta o crescente número de empresas que encerram ou deslocalizam a sua produção - nomeadamente em Portugal -, deixando um rasto de desemprego e de dramáticas situações sociais, pergunto: Algum Estado-Membro propôs ou solicitou à Comissão Europeia a prorrogação do mecanismo de dupla vigilância para além de 31 de Dezembro de 2008 ou a adopção de outras medidas neste quadro? Se sim, quais os Estados-Membros e que medidas propuseram, actualmente, cada um deles? Algum Estado-Membro se opôs à sua adopção? Em caso afirmativo, quais os Estados-Membros, e que argumentos foram invocados por cada um deles?

Answer

The double-checking surveillance system was foreseen to end on 31 December 2008 in the Community legislation and was not foreseen to last beyond that date.

⁶⁹ Resposta escrita de 19.11.2008.

As the Commission has already explained to the Honourable Member in reply to oral question H-0866/08⁷⁰, there has been a "variety of requests ranging from single checking surveillance to simple customs monitoring, with most Member States expressing themselves on the different options." However, there has been no formal vote because there was no formal proposal to continue the double-checking surveillance. Therefore there has been no formal position of the Member States. This reflects the situation that the majority of the stakeholders see no reason for further action; they wish to move on to dealing with the textile sector as other sectors.

Moreover, China has made it clear that it "does not wish to continue the double checking surveillance system". This would make any attempt to continue doomed to fail.

As for any other measure to monitor textiles imports from China, no other measures were put forward formally as the general majority consensus in the discussions pointed to a liberalisation of the trade in the sector. The Commission will however, as per its reply to question H-0866/08, continue to follow closely the evolution of the actual trade statistics (Comext) and the customs data in 2009.

The Commission is aware of the employment situation in the various sectors of the EU economy and in the textile sector in particular. This was already detailed in the Commission's reply to oral question H-0866/08. Since the beginning of 2007, the European Globalisation Adjustment Fund (EGF) has been created to fund active labour market policy measures supporting workers made redundant as a result of globalisation. The EGF has already aided redundant workers in the textiles sector of Malta, Lithuania and four regions of Italy. In the current economic crisis, the Fund is being reviewed as part of the European Economic Recovery Plan⁷¹ so as to enable it to intervene more effectively in support of the workers being made redundant.

Question no 87 by Laima Liucija Andrikienė (H-0962/08)

Subject: Implementation of the European Neighbourhood Policy

The European Neighbourhood Policy was developed by the Commission in 2004 and since then has been implemented in 16 neighbouring countries of the EU. How does the Commission evaluate the implementation of the ENP during the last four years? What are the most important achievements and the shortcomings of the European Neighbourhood Policy? Which neighbouring countries benefit most from the ENP? What is the Commission's position about the possibility of the full participation of Belarus in the ENP following the recent political developments in that country?

Answer

The European Neighbourhood Policy (ENP) is and remains a central component of the Union's external relations and is already yielding tangible results on the ground, creating mutual stability and prosperity. The ENP Progress Reports of April 2008 show that the implementation of this policy across the EU neighbourhood has made significant progress, particularly in the fields of economic reform and approximation of legislation in various fields. On the other hand, it is evident that much remains to be done on the side of our partner countries, especially in the areas of governance and rule of law.

In order to further strengthen the ENP and sharpen the Union's incentives for reforms, the Commission has made a variety of proposals in the fields of trade liberalization and economic integration, increased mobility of people and a stronger EU role in the resolution of regional conflicts.

The EU follows a policy of individual differentiation to target our support to the individual needs and aspirations of partners, offering more to those countries that are more committed and make greater progress on reform ("more for more"). On this basis, the Commission identified four countries with which the intensity of cooperation warrants closer relations with the EU: Ukraine, Moldova, Morocco and Israel. The Union is in the process of fleshing out these "advanced" relations.

Belarus is an important Eastern neighbour, and the Commission encourages this country to make further progress towards democratization and other reforms. Based on its own choices and decisions, Belarus will be able to take full advantage of the benefits of ENP and in particular of the new Eastern Partnership initiative.

⁷⁰ Written answer on 19.11.2008

⁷¹ COM(2008) 800 final

Question no 88 by Neena Gill (H-0964/08)

Subject: Tiger conservation

Given the fact that poaching remains a serious threat to the wild tiger, and recognising the positive steps which India is beginning to take to improve protection for these animals, will the Commission follow this lead and recognise wildlife crime as a form of serious transnational organised crime, and will the Commission provide additional resources to international partners such as UNODC, UNEP, Interpol and WCO for combating environmental and wildlife crime, particularly in the trans-Himalayan region (India, Nepal, China)?

Answer

The Commission fully recognizes the gravity of poaching and illegal wildlife trade, and the serious impact that these illegal activities can have on the conservation status of species. The Commission's concerns in that regard are reflected in the Directive on the protection of the environment through criminal law, which was formally adopted by the Parliament and the Council on 19 November 2008 (Directive 2008/99/EC). This Directive will ensure that the illegal harvesting and trade in protected species are a criminal offence and are punishable by effective, proportionate and dissuasive criminal penalties.

As regards international wildlife trade, in its Recommendation of 13 June 2007 identifying a set of actions for the enforcement of Council Regulation (EC) No 338/97 on the protection of species of wild fauna and flora by regulating trade therein⁷², the Commission recommends, inter alia, that Member States should liaise with and support third countries as well as international organisations, such as the UNEP CITES Secretariat, WCO and Interpol, in order to help detect, deter and prevent illegal wildlife trade. Although the Commission has not provided direct funding to WCO and Interpol for combating environmental and wildlife crime, it works closely with these organisations and invites them to the regular meetings of the EU Wildlife Trade Enforcement Group in order to ensure effective cooperation and coordination on wildlife trade crime.

In addition, the Commission has provided funding through the CITES Secretariat for the organisation of an Asian CITES implementation and enforcement workshop in China in 2005, which addressed enforcement issues and regional cooperation in combating illegal trade in tiger products and other threatened species. The Commission has also providing funding to the CITES Secretariat this year for a tiger trade enforcement meeting due to take place in 2009.

In the framework of its international cooperation activities on environment and development, the Commission is also funding a number of programs and projects at global, regional or local scale aiming at fostering the sustainable management of biodiversity and/or protected areas. Most of these programs include anti-poaching measures and support to law enforcement. Examples of these in the Asian region are the establishment of the Pamir-Alai trans-boundary conservancy area (PATCA) between Tajikistan and Kyrgyzstan and the EU-China Biodiversity Program (ECBP).

⁷² OJ L 159, 20.6.2007